

TEMPORELLES

2021 **SYNTHÈSE**

SOMMAIRE

ACCÉLÉRER OU RALENTIR?



QUEL EST
L'IMPACT ÉCOLOGIQUE
DE NOS RYTHMES DE VIE?

SOMMAIRE

- P. 03 OUVERTURE
- P. 04 **CONFÉRENCE** LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, UNE QUESTION DE TEMPS ?
- P. 07 **TABLE RONDE** ACCÉLÉRER OU RALENTIR : NOS RYTHMES DE VIE FACE AUX DÉFIS ÉCOLOGIQUES
- P. 12 **CONFÉRENCE** DONNER DU SENS AU TEMPS QU'IL RESTE
- P. 16 **CONFÉRENCE** LE TEMPS : FREIN OU LEVIER DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES CHANGEMENTS EN FAVEUR DE LA TRANSITION ?
- P. 19 **TABLE RONDE** TEMPS, TRANSITION ET LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS : QUELLE(S) CONCILIATIONS(S) ?
- P. 22 **CONFÉRENCE** ENJEUX DES POLITIQUES TEMPORELLES 20 ANS APRÈS
- P. 24 **TABLE RONDE** REPENSER L'ORGANISATION DU TRAVAIL POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE
- P. 27 **CONFÉRENCE** TEMPORALITÉS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE
- P. 30 **TABLE RONDE** UNE RÉGULATION LOCALE DES TEMPS FACE AUX DÉFIS ÉCOLOGIQUES
- P. 34 SYNTHÈSE FINALE
- P. 37 CONCLUSION

ACCÉLÉRER OU

JUSTINE CAURANT

ANIMATRICE

Les Temporelles sont l'événement annuel du réseau Tempo Territorial, qui rassemble des personnes et des structures soucieuses de mieux articuler les différents temps de nos vies quotidiennes.

Nous sommes probablement tous et toutes, ici, assez débordés en cette fin d'année. Intuitivement, nous sentons bien que ce rythme, cette pression du temps ne sont pas très bons pour notre santé et pour notre bien-être. Et cette vitesse paraît assez peu compatible avec les enjeux de sobriété que nous impose l'urgence climatique et écologique.

Comment changer de pratiques, comment changer de mentalité quand on court constamment après le temps? La reconquête de notre temps n'est-elle pas l'une des clés, peut-être même la clé, de la transition écologique?

C'est ce que nous allons explorer pendant cette journée et demie de tables rondes, de conférences, d'ateliers, alternant des temps de réflexion et des échanges d'expériences. Nous allons interroger nos rythmes de travail, de production, de consommation, en nous penchant sur leurs impacts et en nous demandant s'il est possible de les réguler collectivement, et comment.

KATJA KRÜGER

PRÉSIDENTE DE TEMPO TERRITORIAL

Merci à la Métropole et à la Ville de Rennes de nous accueillir pour cette 19^e édition des Temporelles. Je suis très contente que ce colloque annuel se tienne ici cette année. Rennes, effectivement, est une pionnière en termes de politiques temporelles depuis vingt ans. Elle est aussi cofondatrice de l'association Tempo Territorial, et a déjà accueilli l'édition 2011 des Temporelles ainsi que d'autres événements importants du réseau Tempo Territorial, notamment le séminaire « Temps et aménagement » en 2016, et le séminaire « Prendre en compte le temps dans les mobilités » en 2019, dont vous pourrez retrouver les synthèses sur notre site Internet www.tempoterritorial.fr.

Depuis sa création en 2004, le réseau Tempo Territorial s'intéresse au temps comme un levier pour déployer des politiques publiques locales porteuses de plus d'égalité, d'une meilleure réponse aux attentes des usagers, d'une utilisation raisonnée des ressources de nos territoires. Tempo Territorial est un lieu à la fois d'échanges, de capitalisation, de formation et de coopération pour les acteurs engagés dans les politiques temporelles locales. Il les accompagne et porte leur voix à l'échelle nationale et européenne. Nous espérons d'ailleurs que ces Temporelles seront l'occasion, pour de nouvelles collectivités, de nous rejoindre.

ANDRÉ CROCQ

PREMIER VICE-PRÉSIDENT DE RENNES MÉTROPOLE, DÉLÉGUÉ À LA PROSPECTIVE, À L'ANIMATION TERRITORIALE ET AUX COOPÉRATIONS

J'ai eu le plaisir de conduire les politiques temporelles sur la Métropole durant la précédente mandature. Rennes est souvent citée comme un territoire qui, au-delà d'avoir étudié ces questions, les a mises en œuvre, avec des exemples concrets. Le travail mené sur la pointe du matin et sur la saturation de la ligne A de métro a est une référence que l'on peut appliquer à d'autres sujets. Notre territoire étant cité comme un territoire congestionné depuis la rentrée de septembre, la question des politiques temporelles autour des mobilités a ainsi été largement questionnée. Il faut remettre ces sujets en chantier en permanence. Les politiques temporelles sont un facteur important de réussite.

Je ne serai pas plus long puisque le temps, justement, est compté. C'est avec grand plaisir que je vous accueille et vous souhaite de très bons travaux.

La crise sanitaire a donné une visibilité importante aux politiques temporelles, que ce soit pour faire ressortir les inégalités liées au temps de travail, au temps de trajet, au temps d'accès aux espaces verts, etc., pour réinterroger notre rapport au temps, pour repenser l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle ou pour imaginer des solutions innovantes: décaler les horaires, télétravailler, penser l'organisation de nos territoires en fonction des temps d'accès, utiliser des espaces pour différents usages en fonction des heures et jours de la semaine... Nous nous en réjouissons: cela montre que les politiques temporelles doivent être au cœur des politiques publiques, et que leur transversalité constitue un levier puissant pour s'attaquer aux défis urgents.

Face à la crise climatique, aux inégalités, etc., faut-il accélérer ou ralentir? Les enjeux de notre société sont trop complexes pour apporter une réponse simple, mais une chose est sûre: il est urgent d'agir si nous voulons changer de braquet et éviter que notre planète soit entraînée dans des crises de plus en plus catastrophiques et meurtrières. Prendre le temps d'interroger l'impact écologique de nos rythmes de vie nous semblait donc important et nécessaire.

Je vous souhaite à présent un excellent colloque riche en échanges et en réflexions.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, UNE QUESTION DE TEMPS ?

BRUNO VILLALBA

PROFESSEUR DES
UNIVERSITÉS DE SCIENCE
POLITIQUE – AGROPARISTECH

LA DIFFICILE CONCILIATION DES DIFFÉRENTES TEMPORALITÉS

Les temporalités scientifiques sont préoccupantes. Le dernier rapport du Giec explique qu'il reste dix ans pour trouver des solutions à la hauteur des enjeux, et l'IPBES alerte sur l'état de la biodiversité.

De l'autre côté, il y a les temporalités politiques. L'horizon des engagements est passé de 2025 il y a quelques années à 2050 aujourd'hui. Un temps long peut s'écouler entre la reconnaissance d'une problématique et sa traduction en politiques publiques, qui fait que nous serons toujours en décalage pour résoudre des problèmes déjà largement avérés. Et nous continuons à prendre des décisions qui auront des conséquences sur le très long terme : la relance du programme électronucléaire, par exemple, reporte les effets de cette décision sur les générations suivantes.

Enfin, il y a nos temporalités personnelles. Nous sommes dans un « oui mais » dans lequel le « mais » est très intéressant : il y a toujours quelque chose qui viendra justifier tout à fait légitimement de ne pas prendre en considération la question écologique : les questions sociales, le pouvoir d'achat, etc.



SE CONNECTER AU TEMPS DU « NON-HUMAIN »

La question des rythmes de vie relève d'une vision du temps purement humaine, comme si nous étions dans une espèce de bulle où le temps humain n'a rien à voir avec celui des non-humains – la faune, la flore, le minéral et la terre d'une manière générale. Comment, dès lors, synchroniser nos temps, politiques et individuels, avec des crises écologiques qui sont là depuis des décennies, ne vont cesser de s'amplifier et ne sont pas négociables ?

Nous assistons à un phénomène de contraction des temporalités, avec d'un côté une accélération des difficultés écologiques, et de l'autre une difficulté à y répondre car nous sommes pris dans des paradoxes, des contradictions, des dissonances. Nous devons gérer ces conflits de temporalités dans le relatif court terme. Pour cela, il nous faut connecter ce temps humain à celui du vivant.

DÉSAGRÉGATION DU TEMPS ET DU VIVANT

Nous représentons souvent le temps qui passe avec un sablier. En voici une représentation différente. Ces « sabliers écologiques » reprennent la logique du temps qui s'écoule, mais ils mettent l'accent sur le temps qu'il reste avant la disparition irréversible du vivant et de la matière. Car ces sabliers ne peuvent pas être retournés : la matière et le vivant s'écoulent puis disparaissent. Parmi les déchets qui restent au final, on voit les humains, qui sont impactés par cette disparition des animaux. L'animal est davantage impacté par la disparition du temps, en raison de sa vulnérabilité face au changement climatique, à l'artificialisation des sols, à l'acidification des océans, etc.

Cette mise en scène par le sablier met aussi en évidence l'accentuation des inégalités sociales. La disparition des ressources est inégalement répartie parmi la population. On le voit dans les pays riches avec la précarité énergétique et alimentaire ou la situation des migrants climatiques. Ces situations de proximité rendent visible cette désagrégation du temps disponible.

S'INSCRIRE DANS LA PERSPECTIVE DU « DÉLAI »

Selon le philosophe allemand Günther Anders, nous avons inventé avec la bombe atomique une machine capable de détruire l'humanité, et nous finirons par l'utiliser. Nous sommes donc contraints de raisonner à partir du temps qu'il reste, et l'idée de pouvoir agencer indéfiniment le temps à notre disposition (pour plus de loisirs, plus de mobilité, etc.) est terminée. Et ce qui est vrai par rapport à la contrainte atomique l'est aussi par rapport à la contrainte écologique.

Le délai désigne cette période de temps qu'il reste pour prendre des mesures avant de basculer vers des situations irréversibles. On estime par exemple que, dans les conditions actuelles, l'éléphant peut exister en tant qu'espèce vivante autonome jusqu'en 2050. Il nous reste donc un délai pour considérer la manière dont nous pouvons réguler nos rapports avec lui afin que son temps continue à exister. La notion de délai permet de ne plus différer l'action, contrairement à ce qui s'est passé à la COP26. Les décideurs ont toujours cette capacité à se projeter dans un imaginaire du futur en disant : « Ça va être compliqué mais ça va aller. » Mais comment imaginer de dire aux jeunes générations : vous devrez faire sans pétrole et sans gaz, avec moins de terres, de ressources halieutiques et de biodiversité, tout en assurant plus d'égalité et de justice sociale et en gérant les conséquences de ce que l'on a produit pendant des décennies ? C'est ce que l'on appelle la charge écologique. Il s'agit de savoir comment, dans ce délai qu'il nous reste, c'est-à-dire moins de dix ans, nous stopperons certains processus aux conséquences dramatiques pour le vivant humain et non-humain.

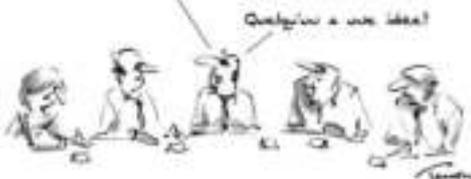
LA PEUR, UN OUTIL POUR AFFRONTER LA RÉALITÉ

Quand, en 2017, 15 000 scientifiques ont affirmé qu'il sera bientôt trop tard, ils n'étaient pas dans la prédiction apocalyptique pour le plaisir de la prédiction apocalyptique, mais dans une procédure de déduction. J'emploie à peu près la même méthode. Nous devons prendre acte de la réalité objective et des conséquences matérielles de ces situations d'irréversibilité. La crise climatique est déjà une situation réelle pour beaucoup d'entre nous sur la planète et elle va s'accroître.

Mais la peur doit être un outil d'interpellation qui appelle à un dialogue, à un débat. Énoncer la peur comme une évidence, sans mise en perspective, contradiction ou débat n'a aucun sens sur le plan sociologique et politique. La peur écologique ne repose pas sur le fait de dire que l'effondrement est une fatalité, mais doit nous amener à réagir en proportion avec ce qui est en train de se produire.

CHANGER D'IMAGINAIRE

« Mais, il faut sauver la planète mais sans contrarier le système qui la détruit. »



Sur ce dessin, des personnages se demandent comment sauver la planète sans contrarier le système qui la détruit. Il ne s'agit pas simplement du système capitaliste mais de nos modes de vie, de la manière dont nous participons tous à cette dégradation de la situation écologique. À partir de cette situation, on dresse des constats, on énonce des pistes de réflexion, on formule des propositions d'actions. La première chose est de travailler sur les imaginaires et les récits que l'on se fait de l'avenir. Il faut en finir avec une vision « continuiste » du temps. Il faut par exemple renoncer à l'imaginaire de l'abondance et à l'imaginaire selon lequel la technique nous permettra toujours de trouver des solutions (la géo-ingénierie, l'économie verte...) qui, en réalité, diffèrent les problèmes et en inventent d'autres : ce sont les effets rebond.

Renoncer à cet imaginaire de l'abondance, c'est envisager des politiques de sobriété, et donc négocier pour voir à quoi renoncer collectivement pour le bien commun – l'avion et la voiture pour tous et tout le temps, les biens de consommation matériels et immatériels à profusion... Dans un souci d'équité (entre pays du Nord et pays du Sud, mais aussi dans nos pays), il faudra réguler et répartir l'accès à ces usages.

ACCÉLÉRER LE DÉBAT DÉMOCRATIQUE

Dès 1971, dans « L'An 01 », Gébé proposait de ralentir. L'idée est de cesser de considérer comme évidentes des choses comme l'accélération du temps ou le multitâches. S'arrêter permet de regagner de l'autonomie car on est moins dépendant de cette frénésie de l'existence ostentatoire. Les mouvements écolos décroissants ont pour slogan : « Plus de liens, moins de biens. » Cela suggère bien cette substitution de valeurs et de relations. Et il faut plus de liens entre nous, mais aussi avec les non-humains.

Dans le même temps, il faut accélérer la démocratisation des décisions. À ce titre, la Convention Citoyenne pour le Climat était un exercice intéressant. On a réuni 150 personnes pas forcément en pointe sur cette question, on leur a proposé des débats contradictoires et il en est ressorti une réflexion élaborée et profonde ainsi que des solutions écologiques radicales. Dès que l'on met ces questions en débat, on va beaucoup plus loin. Ensuite, il faut peser sur l'arbitrage des décisions, en faisant en sorte que le secteur marchand et le secteur politique soient contraints par le débat démocratique, ce qui est le principe même d'une démocratie.

ÉLABORER DES IMAGINAIRES ET DES RÉCITS ALTERNATIFS

Günther Anders disait : « Exerce ton imagination, cherche à l'étendre pour qu'elle reste à la hauteur de ce que tu as produit et des effets de tes actions. » Avec les étudiants, nous travaillons sur le sensible. Je leur demande d'abord de dessiner le réchauffement climatique, qu'ils représentent souvent par l'ours sur sa banquise, soit un imaginaire lointain, exotisé. Puis je leur demande de dessiner le réchauffement climatique ici, chez nous. Travailler sur le sensible permet de se rendre disponible pour concevoir la matérialisation du réchauffement climatique ici et maintenant, pour les non-humains et pour nous.

Nous travaillons sur la construction de scénarios avec pour point de départ que l'on n'a plus d'autre choix que de négocier une transition qui n'est ni désirable, ni souhaitable, mais nécessaire. On ne peut plus se projeter dans un imaginaire qui prolonge l'imaginaire de l'abondance et nous amène à établir des compromis qui euphémisent toujours la préoccupation environnementale. L'imaginaire à construire sera dans une certaine mesure négatif, avec moins de voiture et moins d'avion pour tout le monde. À partir de ces présupposés, il faut imaginer des scénarios qui soient équitables sur le temps long, et s'articulent autour de la mutualisation, de l'invention d'autres formes de propriété collective, de la création de rapports plus conviviaux, de la régulation de la question du travail, etc. Pour faire ce travail, il faut produire un récit, un discours, une sémantique. J'utilise des écrivains comme Rick Bass, Edward Abbey ou Jean Giono, qui ont travaillé sur la relation de l'Homme à la nature, et ont écrit que ce que nous sommes dépend aussi de notre relation au monde vivant.

Dans son livre « Les trois écologies », le psychanalyste Félix Guattari, qui était écologiste, évoquait la tension entre le fait de construire la transition et celui de construire sa propre subjectivité individuelle, et la manière de la dépasser. En fin de compte nous allons perdre sur le plan individuel, mais gagner en qualité de vie collective. Mais il y aura beaucoup de gens dont ce ne sera pas la préoccupation première.



TABLE RONDE

ACCÉLÉRER OU RALENTIR: NOS RYTHMES DE VIE FACE AUX DÉFIS ÉCOLOGIQUES

**MATHIEU
DURAND-
DAUBIN**

INGÉNIEUR-CHERCHEUR R&D
À EDF, REPRÉSENTANT DU
PROJET DEMAND

**CHRISTOPHE
GAY**

CO-DIRECTEUR DU FORUM VIES
MOBILES, CO-AUTEUR DU LIVRE
« POUR EN FINIR AVEC
LA VITESSE »

**SOLANGE
MARTIN**

SOCIOLOGUE
AU SECRÉTARIAT DU HAUT
CONSEIL POUR LE CLIMAT

**EMMANUEL
MUNCH**

CHARGÉ DE RECHERCHE AU
LABORATOIRE VILLE MOBILITÉ
TRANSPORT – UNIVERSITÉ
GUSTAVE EIFFEL

**OLIVIER
RIDOUX**

PROFESSEUR EN INFORMATIQUE
ET COMMUNICATION –
UNIVERSITÉ DE RENNES 1

**GERRIT
VON JORK**

CHERCHEUR EN ÉCONOMIE
À LA TECHNISCHE UNIVERSITÄT
DE BERLIN, REPRÉSENTANT
DU PROJET REZEITKON

Un grand nombre de sujets touchant à nos rythmes de vie ont aussi à voir avec les enjeux écologiques : qu'il s'agisse des mobilités, du numérique, de nos loisirs ou de nos modes de consommation, le foisonnement et l'intensification de nos activités quotidiennes vont de pair avec le sentiment largement partagé d'une accélération de nos existences, et avec une pression accrue sur le climat et l'environnement.

Il apparaît indispensable aujourd'hui de mieux comprendre les évolutions de nos modes de vie, de mieux appréhender leurs impacts, mais aussi de mieux connaître les études ou expériences menées pour répondre aux problèmes conjugués de l'accélération temporelle et de la dégradation de l'environnement. Nos réflexions doivent contribuer à porter un regard éclairé sur ces enjeux, à nourrir des politiques publiques audacieuses et à inspirer des actions individuelles et collectives pour sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes.

ACCÉLÉRATION DE NOS RYTHMES DE VIE : QUELS IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT ?

La vitesse, marqueur de notre époque, est-elle compatible avec l'adoption de comportements plus soucieux d'écologie ? Un exemple illustre ce paradoxe, quand Gerrit von Jork explique avoir voyagé de Berlin à Rennes en train, « à 250 km/h. Sans TGV je ne serais pas venu. Comment gérer la vitesse en tant qu'écologiste ? » Cette contradiction qui frappe les militants de la cause environnementale est un reflet de l'accélération qui nous affecte tous, et dont le numérique est devenu un symbole autant qu'un instrument. « Le nombre de téléphones posés sur nos tables et parfois dans nos mains représente la simultanéité de toutes nos activités », relève Olivier Ridoux. Le constat est là, dressé par Mathieu Durand-Daubin : « Notre société a pris l'intensité des modes de vie comme la valeur principale de notre monde moderne. » Au point que « cette vitesse devient de plus en plus une sorte d'injonction », pointe Christophe Gay. Une véritable fuite en avant, qui semble ne pas devoir – ou peut-être ne pas pouvoir – s'arrêter, car « une fois que quelque chose permet d'aller vite, on demande à aller encore plus vite », observe Olivier Ridoux.

Le combat écologique et celui pour des temps plus apaisés sont-ils, dès lors, conciliables ? Cela dépend notamment de la richesse que le temps représente pour chacun de nous. « Gagner du temps (...) permet de voir quelle valeur on donne à nos différentes activités », considère Mathieu Durand-Daubin. Ce temps gagné, quelle que soit sa qualité, peut conduire à une redistribution plus équilibrée des temps de vie, mais pas nécessairement à un ralentissement. Comment l'enjeu environnemental peut-il y trouver sa place ? Et ralentir suffit-il d'ailleurs pour réduire notre empreinte écologique ? Il convient tout d'abord de se pencher les impacts écologiques de l'accélération.

ACCÉLÉRATION, CONTRACTION TEMPORELLE ET EXTENSION SPATIALE

C'est dans nos déplacements que l'accélération s'est le plus tôt fait ressentir. « Dès le 19^e siècle, avec l'invention du train, on a multiplié la vitesse par 24 », relate Christophe Gay. Avec la voiture, l'accès à la vitesse s'est progressivement démocratisé pour atteindre toutes les couches de la société. Plus tard, les vols low cost ont permis d'ouvrir l'avion, moyen de transport le plus rapide, à un nombre croissant de personnes.

L'accès généralisé à une mobilité rapide dans la vie quotidienne a produit en premier lieu des effets spatiaux car « cette vitesse ne permet pas de gagner du temps, mais de l'espace, poursuit Christophe Gay. Au cours d'une semaine,

on parcourt en moyenne 400 km, donc 60 km par jour. On en parcourait 4 au 19^e siècle. Notre champ spatial est donc plus étendu. » Cette dilatation de notre périmètre de vie ne s'opère pas simplement sur une ligne domicile-travail. « On accède à des activités qui, avant, étaient centralisées autour du lieu d'habitation. (...) Les gains de temps sont réinvestis dans la dispersion de nos activités dans la vie quotidienne. » Ce faisant, « on passe un temps constant à se déplacer ».

Toutefois, ces déplacements restent très inégalement répartis parmi la population. « Les 10 % qui se déplacent le moins se déplacent moins de dix minutes par jour, alors que les 10 % qui se déplacent le plus se déplacent plus de cinq heures par jour », rapporte Christophe Gay. Et rester à l'écart de ce mouvement n'est pas forcément vécu de façon positive, quand la vitesse est un marqueur social. « Même ceux qui ne sont pas soumis à cette accélération sont touchés par ricochet », note ainsi Emmanuel Munch. D'une part, ils sont tributaires du rythme de ceux qui avancent vite. D'autre part, ils sont – ou se sentent – déconsidérés, car à l'écart de la frénésie généralisée. L'aspiration au ralentissement n'est donc pas symétrique. Dans ce contexte, estime le chercheur, « décélérer les uns réduira l'écart avec les autres ».

DE L'EFFICACITÉ NUMÉRIQUE À L'EMBALLEMENT DU TEMPS

Le phénomène d'accélération ne se limite pas aux mobilités physiques : le numérique y contribue pour une large part, et celle-ci ne cesse de croître. Avec l'expansion du très haut débit, nous sommes passés en deux décennies de la rapidité à l'immédiateté. « Avant, les mails étaient une messagerie asynchrone. Aujourd'hui l'injonction est d'y répondre rapidement », constate Olivier Ridoux. Il faut « être disponible à tout moment. (...) Demander un délai, c'est manifester une forme d'orgueil. » Et le gain de temps permis, en théorie, par le boom technologique, n'est pas au rendez-vous. Ainsi, « on passe beaucoup plus de temps à écrire et lire des mails qu'on ne le faisait avec le courrier papier dans le passé ». Cette activité chronophage s'ajoute à la multitude de services offerts par nos smartphones, contribuant à remplir tous les interstices temporels autrefois disponibles. « On ne gagne pas du temps, on fait plus de choses en même temps », affirme Olivier Ridoux. Pendant ce temps, « les horloges tournent de plus en plus vite ».

Des sociologues allemands ont analysé les effets rebond temporels, c'est-à-dire le phénomène selon lequel certaines techniques censées favoriser une plus grande efficacité « amènent finalement une pénurie du temps plutôt qu'un gain de temps », explique Gerrit von Jork. Ces effets se manifestent de quatre façons. Premièrement, le multitasking qui, permettant de faire efficacement plusieurs choses à la fois, peut inciter un patron à confier à ses employés des tâches plus nombreuses et urgentes. Deuxièmement, le remplissage des moments de pause favorisé par le télétravail qui conduit

à enchaîner les réunions sans interruption. Troisièmement, le remplacement d'activités lentes comme la rédaction d'un courrier, par des activités rapides comme l'envoi d'e-mails... qui feront perdre du temps à d'autres personnes. Quatrièmement enfin, l'accélération des moyens de transport, qui amène non à gagner du temps supplémentaire, mais à multiplier les déplacements et à passer davantage de temps dans sa voiture. Au bout du compte, « les techniques ont une influence sur nos routines, nos schémas de vie ».

L'ÉCOLOGIE, GRANDE PERDANTE DE LA PRESSION TEMPORELLE

Déplacements plus nombreux et lointains, démultiplication des activités, surchauffe numérique... Nous usons et abusons de notre temps disponible comme nous le faisons des ressources naturelles et de l'environnement. En France, les transports contribuent pour 30 % aux émissions des gaz à effet de serre (GES), un chiffre « en voie d'augmentation à cause des SUV (...) et de l'aviation », déclare Christophe Gay. La voiture est à elle seule responsable de 15 % des émissions individuelles, ce qui en fait la deuxième source d'émissions de GES. Et plus les revenus sont élevés, plus on émet de GES. « Les plus aisés utilisent l'avion plus intensément. L'articulation entre enjeux écologiques et sociaux est donc fondamentale. »

Quant à l'empreinte écologique du numérique, « elle est du même ordre de grandeur que l'aviation, mais en croissance beaucoup plus rapide », précise Olivier Ridoux. La part du numérique dans les émissions de GES mondiales a ainsi doublé entre 2010 et 2019. Moins palpable en raison d'infrastructures moins visibles que celles liées à l'aérien, la pression exercée par le numérique sur l'environnement est due à des conditions de fabrication particulièrement gourmandes en ressources (métaux, eau, électricité...), à des usages très énergivores, et aux déchets générés par le renouvellement fréquent des appareils.

D'autres activités quotidiennes nous amènent à utiliser de l'énergie et produire des GES. En témoigne le fameux pic de consommation constaté entre 18 h et 20 h, en France comme dans d'autres pays aux habitudes (heure de repas, type de chauffage...) pourtant différentes. Les études qui se sont penchées sur ce phénomène ont révélé que, sur ce créneau horaire, « l'offre de services est importante et donne la possibilité de choisir entre différentes activités, indique Mathieu Durand-Daubin. Ce choix donné à chacun de nous de faire différentes choses au même moment, c'est le sommet de l'intensification de l'usage de nos temps. »

L'ensemble de ces pratiques contribue à la pression sur l'environnement. La période du confinement a toutefois mis l'accent sur des comportements beaucoup plus sobres, tels que « passer plus de temps avec les enfants, les amis, mais aussi... dormir ! C'est la meilleure chose que l'on puisse faire pour l'écologie », souligne Gerrit von Jork.

SUR QUELLES TEMPORALITÉS AGIR POUR LIMITER LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ?

Un nombre croissant de citoyens exprime le souhait de ralentir pour trouver un apaisement temporel et diminuer la pression sur l'environnement. Le lien entre ces deux enjeux ne va pourtant pas de soi : ralentir n'induit pas mécaniquement un mieux-disant écologique et, à l'inverse, intégrer l'enjeu écologique dans sa vie quotidienne peut être très prenant.

Il faut souligner pour commencer que le besoin de ralentir reste « une aspiration socialement située », signale Solange Martin. « On peut postuler que pour les retraités ou les gens sans travail, l'accélération n'est sans doute pas un sujet », acquiesce Emmanuel Munch. De fait, être débordé est parfois un statut social, de même que pouvoir dégager un temps libre de qualité (pour son plaisir ou son épanouissement personnel) est réservé aux personnes capables d'acheter ce temps libre – c'est-à-dire pouvant travailler moins et assumer une baisse de revenu, recourir à un babysitter ou une femme de ménage, ou accéder à toutes sortes de services et loisirs. Pour autant, reprend Emmanuel Munch, « la préoccupation relative au temps traverse toutes les couches de la société, mais ne s'exprime ni ne se questionne de la même façon ».

Pour preuve, une enquête réalisée en 2015 par l'Observatoire Société et Consommation (ObSoCo) dans six pays (Allemagne, Espagne, Etats-Unis, France, Japon, Turquie) révélait que 8 personnes sur 10 souhaitaient « ralentir leurs rythmes de vie (...) et vivre en plus grande proximité spatiale ou temporelle », rapporte Christophe Gay. Dans la foulée, le Forum Vies Mobiles a organisé un forum citoyen afin de mieux cerner les modes de vie souhaités par des personnes aux profils variés, et de recueillir leurs propositions. Celles-ci ont principalement exprimé le désir d'augmenter le temps libre et le temps pour soi, et de diminuer le stress et les contraintes horaires. Leurs propositions ont été réorganisées autour de trois grands axes : « Vivre hors des grandes villes mais avec tous les services et activités accessibles, apaiser les déplacements liés au travail, et renforcer le pouvoir donné au citoyen. » L'enquête de l'ObSoCo relayait une autre préoccupation largement partagée : le changement climatique.

RALENTIR LE RYTHME ET RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GES : DES PRINCIPES...

L'accélération que nous subissons résulte d'un choix idéologique évoqué dès 1932 par le mathématicien et philosophe britannique Bertrand Russell. Ce dernier constatait que la société industrielle nous apprenait à fabriquer deux fois plus d'épingles en un temps donné, plutôt que la même quantité d'épingles en deux fois moins de temps. Nous pourrions décider aujourd'hui d'utiliser les gains de productivité d'une autre façon, de « ne pas faire plus d'épingles, mais de gagner du temps », suggère Emmanuel Munch. Cette idée rejoint la philosophie du mouvement Slow, qui « remet en question un modèle économique valorisant des idées d'intensification dont les effets sont néfastes au plan temporel ». Mais il ne s'agit pas seulement de ralentir pour ralentir : il faut promouvoir un « univers de désirabilité » et promettre d'« accéder à quelque chose en ralentissant », insiste-t-il. Les relations sociales, la convivialité en font partie. Ralentir peut alors devenir « un projet que l'on peut énoncer de manière plus séduisante ».

La question des technologies n'est pas absente de ce débat. Bien sûr, considère Olivier Ridoux, « nous avons intérêt à ce que la vitesse de la société ne s'aligne pas sur celle des ordinateurs ». Toutefois, nuance-t-il, « il n'y a pas de corrélation si directe entre la vitesse des appareils et la vitesse ressentie. C'est le système social qui se monte dessus qui amène ce ressenti. » Plutôt que le bannissement de ces outils, Olivier Ridoux prône « la modération de l'usage ». La même vigilance est requise vis-à-vis du concept d'efficacité énergétique. Cette dernière est intéressante quand elle permet « d'obtenir un bénéfice en termes d'économies, sur certains usages, en apparence et temporairement », admet Mathieu Durand-Daubin. Mais de manière générale, elle pose davantage de questions qu'elle n'en résout, en raison d'un fort effet rebond. « Passer à la voiture électrique ne résout pas les problèmes de déplacements », lance-t-il. Plutôt que de s'en remettre à la seule efficacité énergétique, il conviendrait de limiter les déplacements et réduire les distances à parcourir.

... DES POLITIQUES...

Les exécutifs peuvent agir sur différents leviers pour adoucir nos rythmes de vie et leur pression directe ou indirecte sur l'environnement. Christophe Gay préconise trois modes d'action. Le premier serait d'inciter les personnes à réduire leur quantité de déplacements, par exemple à travers « la mise en place de crédits carbonés, (...) plus justes et plus efficaces que la taxe carbone ». Le second consisterait à repenser l'aménagement spatial en imaginant « une réorganisation autour de l'autonomie de territoires plus petits, (...) plus polycentriques, avec des activités de commerce, des écoles, des services administratifs, des activités économiques et de loisir, des espaces verts et des univers sportifs ». Dans cette perspective, il faudrait aussi « remettre en question la mégapole d'Ile-de-France ». Le troisième serait d'encourager « à toutes les échelles de territoires » les transports collectifs ainsi que les déplacements décarbonés comme le vélo ou la marche. De telles actions contribueraient à cette décélération préconisée par les « villes lentes » du mouvement Cittaslow, né en Italie en 1999. « Si l'on va moins vite, on va moins loin, on fait moins d'activités et on manque moins de temps », argumente Emmanuel Munch.

À cet égard, il faut s'attaquer à quelque chose « qui relève d'un ordre collectif. (...) Si l'on ne questionne pas ce que signifie aller vite, être à l'heure, les gens resteront contraints dans leurs choix. » Cela ne peut se faire sans les citoyens qui, pense Christophe Gay, devraient être « consultés sur tout ce qui concerne l'aménagement du territoire et les rythmes de vie ». Olivier Ridoux distingue pour sa part « tout un champ à investir en termes de normalisation » dans le domaine du numérique. Il y a bien sûr la question du renouvellement accéléré des équipements (environ deux ans pour un téléphone et quatre pour un ordinateur), liés non pas aux appareils en tant que tels, souvent performants, mais à un « substrat » (applis, réseaux) qui évolue en permanence et rétrécit la durée d'utilisation de ces outils. « Le contexte juridique peut permettre des choses », estime Olivier Ridoux. Par ailleurs, reprend-il, « nous avons besoin de quelque chose qui définisse la consommation maximale d'un ordinateur. (...) Le monde numérique, ce n'est pas du virtuel, c'est concret. »

De façon moins terre à terre mais cependant essentielle, le législateur devrait également s'intéresser à la question des imaginaires. Trop souvent, regrette Olivier Ridoux, « la communication institutionnelle est parfois à côté de la plaque », contrairement à la publicité dont les messages participent à la construction de cette société de la vitesse. Celle-ci devrait être réglementée, mais elle pourrait aussi être utilisée pour faire passer d'autres messages, autour par exemple des émissions de GES liées au numérique, qui doublent tous les 9 ans. « Si l'on communiquait en période de doublement, ce serait plus visible pour le public », juge Olivier Ridoux. On pourrait enfin concevoir de nouveaux indicateurs de richesse prenant en compte par exemple « la santé, le bonheur, le niveau d'éducation ou l'intensité carbone des activités », songe Christophe Gay.

... ET DES ACTIONS CONCRÈTES

Certains acteurs ont déjà commencé à agir, parmi lesquels les entreprises, maillon essentiel sur les questions de mobilité du quotidien. De fait, encourage Christophe Gay, « il faut faire sauter les contraintes liées aux déplacements » dans le cadre professionnel, en passant par « l'individualisation et la flexibilisation du temps de travail et le télétravail ». Cette solution montre toutefois des limites. Emmanuel Munch, qui s'est penché sur le contexte francilien, a découvert que, même lorsqu'ils bénéficient d'horaires flexibles, « de nombreux cadres arrivent au travail en même temps, en heures de pointe et dans les bouchons » – davantage même que les salariés soumis à des horaires fixes. Car au-delà des souhaits individuels, cette question comporte une dimension collective qui tient notamment aux horaires des écoles. « Si vous avez des enfants, votre temps est très structuré », observe Solange Martin. Cette contrainte irréductible touchait directement 20 à 25% des personnes interrogées par Emmanuel Munch, et indirectement de nombreuses autres personnes, en raison d'un autre effet ricochet : quand on travaille avec une personne dont les horaires sont très contraints, on synchronise ses propres horaires en fonction de celui-ci. « On peut donc voir l'heure de pointe comme quelque chose qui relève d'une contrainte ou comme l'agglomération de préférences, résume le chercheur. C'est ce qui est plus pratique pour tout le monde en termes de synchronisation. »

Un dernier élément entre en ligne de compte : il reste mal vu, en France, d'arriver au travail après les autres. « Si l'on veut que les gens utilisent la route de manière plus efficiente, il faut leur permettre d'arriver un peu plus tard », indique Emmanuel Munch. Les mouvements slow, fondés sur l'idée de reprendre le contrôle sur nos rythmes de vie, pourraient être une source d'inspiration. Car la bataille est également culturelle. « Pour agir, il faut faire changer les habitudes des individus », confirme Solange Martin. Mais, insiste-t-elle, cela implique aussi « des instruments d'information et de communication, des infrastructures et des instruments juridiques ».

DONNER DU SENS AU TEMPS QU'IL RESTE

**LAURE
NOUALHAT**
JOURNALISTE, AUTRICE
ET RÉALISATRICE

Journaliste à Libération pendant 15 ans, en charge des questions environnementales, Laure Noualhat se consacre aujourd'hui à la rédaction d'ouvrages et la réalisation de documentaires. Dans son prochain livre « Bifurquer par temps incertains » à paraître en 2022, un chapitre intitulé « Ralentir » aborde le lien entre les enjeux écologiques et nos rythmes de vie.

Lors de la conférence, les participant·e·s étaient invité·e·s à tirer au sort des phrases issues de ce chapitre, à y réagir et à y faire réagir Laure Noualhat.

TA COURSE ÉPERDUE EST PERDUE

Réaction de la participante: « Je pense que ce n'est jamais perdu. Il y a toujours quelque chose à faire pour agir. Il faudrait peut-être juste s'arrêter de temps en temps pour regarder devant, sur les côtés et derrière. »

Laure Noualhat: Cette course éperdue, c'est l'idée de ne pas savoir s'arrêter et d'avoir toujours quelque chose à faire. Ne rien faire, c'est le vide. Et si l'on ne faisait rien ? Je ne comprends pas la course éperdue vers l'EPR. Certains veulent en faire 10 alors que le premier n'est pas terminé, et que l'on est passé d'un budget de 3 à plus de 19 milliards d'euros. Quand on avait demandé à Edgar Morin de se prononcer sur l'EPR, il avait répondu : il est urgent d'attendre. Ne rien faire, c'est une perspective intéressante à titre individuel et collectif, même en tant que militant : un débat public, on n'est pas obligé d'y aller à chaque fois. Parfois, sur une forme d'urgence, les gens décident de bifurquer, de tout quitter, de déménager, sans savoir ce qu'ils vont faire derrière. Cette précipitation à faire est dommageable sur plein d'aspects. La réflexion est la base de la sagesse.

LE TEMPS DE L'URGENCE

Réaction du participant: « Le temps de l'urgence, c'est prendre le temps de réfléchir, d'analyser la situation, de voir où on en est. Alors on peut se mettre autour d'une table et décider ce qu'on va faire, avec qui. »

Laure Noualhat: L'urgence démarre quand c'est trop tard. On sait depuis longtemps que la dégradation est là, mais on n'agit pas car on n'est pas assez impacté. Ce temps de l'urgence est donc super paradoxal. Médiatiquement, on nous fait croire que l'urgence, c'est maintenant, et que si ce n'est pas maintenant, c'est trop tard. Mais c'est trop tard depuis longtemps ! Le temps de l'urgence, c'est aussi agir pour aller mieux dans le temps qu'il nous reste. On peut ressentir une urgence intérieure à se mettre en mouvement pour se sentir à sa place. Alors ce temps de l'urgence est moins paradoxal et plus accessible. Il n'y a même plus d'urgence, finalement. Nos actes sont précieux pour nous, mais ils ne sont pas à la hauteur des enjeux. Il est urgent de retrouver nos périmètres d'action et de se contenter de ça.

JE N'AI PAS LE TEMPS !

Réaction du participant: « Il faudrait déjà savoir quel temps il nous reste... »

Laure Noualhat: D'après différents sondages et études, 50 % des personnes estiment manquer de temps. Certains veulent bifurquer pour se désincarcérer d'un système qui décide pour eux, retrouver du lien avec la nature et du lien social. Dans une petite ville, on peut davantage prendre le temps de rencontrer de nouvelles personnes, d'être dans la nature, de faire des choses pour soi – de la méditation, du yoga... Essayons aussi de jauger notre qualité d'écoute. Quand vous parlez avec quelqu'un, ce qu'il vous raconte résonne en vous alors qu'il parle de lui. Nos échanges, c'est 80 % de « moi je » et 20 % d'écoute. Si l'on installe une véritable écoute, on crée un cadre où l'Autre se sent en sérénité et réellement écouté. S'il y a des malentendus, c'est qu'il y a des mal-écoutés. L'écoute active peut faire gagner énormément de temps.

QUOI QUE JE DÉCIDE, C'EST DÉJÀ TROP TARD

Réaction du participant: « C'est assez pessimiste. Je ne dirais jamais ça, je suis plutôt optimiste. Il y a beaucoup de travail à faire mais il ne sera jamais trop tard. Même tous morts, il restera quelques humains pour changer les choses. »

Laure Noualhat: Cette phrase me fait penser à la façon dont fonctionne notre cerveau. Le cerveau décide avant nous : quoi que vous fassiez, c'est déjà trop tard ! Dans « Le bug humain », Sébastien Bolher parle du striatum, un organe du cerveau qui commande nos actions et qui fait que nous avons survécu à 7 millions d'années d'évolution. Le striatum envoie des shots de dopamine dans cinq situations principales : se nourrir, avoir des rapports sexuels (se reproduire), accéder à des informations sur notre environnement, atteindre un statut social élevé, économiser ses efforts. Un « like » sur Facebook libère de la dopamine, le système de récompense est activé... voilà pourquoi les réseaux sociaux savent si bien nous ferrer... mais cela contribue au réchauffement climatique.

Cette phrase dit aussi qu'il est trop tard. On a déclenché une course éperdue. Les sociétés humaines se développent, s'organisent, se concentrent, et le système Terre se modifie. On nous dit qu'il y a un basculement d'une intensité inconnue jusqu'alors et d'une rapidité extrême. Quand bien même la COP serait hyper efficace, quelque chose est enclenché. On va continuer dans des conditions dégradées, sans retour en arrière possible à l'échelle de nos existences. Mais s'il est trop tard pour inverser la tendance, il n'est pas trop tard pour agir.

UNE RESSOURCE AUSSI RARE ET PRÉCIEUSE QUE L'ÉNERGIE

Réaction du participant : « L'énergie est un concept que l'on a inventé pour transformer la nature en ressource. On peut la trouver partout. Ce qui est rare et précieux, c'est ce qu'on en fait. »

Laure Noualhat : Dans les milieux écolos, on parle beaucoup des ressources externes finies (les terres arables, les ressources halieutiques, l'énergie fossile, etc.), mais on ne parle jamais du temps. Or le temps n'est pas renouvelable à l'échelle de nos vies. La flèche du temps, comme celle du changement climatique, est à sens unique. Quand on bifurque pour se mettre plus en accord avec ses idéaux, on peut s'exposer au burn-out militant. L'envie de faire beaucoup, tout le temps, de s'investir, de tomber dans la « réunionite aiguë »... Dans ces milieux, on privilégie l'intelligence collective, or la gouvernance horizontale (ou partagée), c'est sympa, mais on ne dit jamais à quel point ce peut être chronophage. Un militant engagé dans la transition doit préserver son temps, comme s'il s'agissait d'un bien précieux. Aujourd'hui le territoire français vibronne, les gens se mettent en collectif pour « ré-energiser » les territoires. Il y a une énergie folle. On veut faire quelque chose, et on veut voir un résultat dans l'année. Mais gare à l'épuisement !

CHAQUE FRACTION DE DEGRÉ COMPTE, CHAQUE MINUTE AUSSI

Réaction de la participante : « La précision ferme mon imaginaire. C'est comme le grain du sablier : a-t-il de l'importance ? »

Laure Noualhat : Dans leur dernier rapport, les scientifiques du Giec ont augmenté d'un cran la sémantique de la catastrophe. Ils font référence à de l'irréversible, à une humanité incapable de s'adapter, à des enfants concernés par le pire. L'expression préférée de Valérie Masson-Delmotte, vice-présidente du Giec, est « chaque fraction de degré compte ». J'ai ajouté « chaque minute aussi » pour ramener cela à notre existence. C'est un truisme : chaque minute compte véritablement ! L'individu ne représente que 25 % de la solution. Qu'il fasse bon usage de son précieux temps... !

À Joigny, la petite ville de l'Yonne où je me suis installée, nous travaillons avec la « Fresque de la Renaissance écologique » développée par Julien Dossier [inspirée de l'Allégorie et effets du bon et du mauvais gouvernement peinte par Lorenzetti en 1338] pour se projeter en 2050. Nous avons ainsi une projection temporelle, chronologique, dans nos actions : certaines se mettent en oeuvre la première année, d'autres, dans les cinq ans, d'autres plus structurantes encore dans les cinq à dix ans. À Joigny, nous avons formé beaucoup d'habitants à la Fresque et chacun a trouvé un endroit où agir. On est actuellement dans cet intervalle de 1 à 5 ans, et on sollicite la mairie pour de premières actions. Chaque minute que l'on emploie sert à monter des projets inscrits dans un temps long. Et comme on a obtenu des subventions dans le cadre du Plan de Relance, via l'Agence nationale de la cohésion des territoires, nous sommes en train d'embaucher un équivalent temps-plein pour ouvrir un tiers-lieu.

NOUS SOMMES DES POISSONS ROUGES

Réaction du participant: « Imaginons que la petite princesse sur la planète dévastée se demande quel dessin elle peut faire : ce pourrait être un poisson rouge. »

Laure Noualhat: Une copine me dit souvent en riant : « J'ai la concentration d'un poisson rouge. » Malheureusement, la blague a été rattrapée par la réalité. C'est vrai. Des tests réalisés sur les millennials montrent que leur temps de concentration est de 9 secondes, c'est-à-dire une seconde de plus que le poisson rouge. Moi-même, ma concentration s'est dégradée ces vingt dernières années, et plus vite encore ces trois dernières années. Avant, je lisais deux heures d'affilée. Maintenant, au bout de vingt minutes de lecture, il faut que je fasse autre chose. Je suis convaincue que les outils numériques peuvent poser de graves problèmes de santé publique. Et nous mener vers des scénarii à la Idiocracy!

ET MAINTENANT ?

Laure Noualhat: Pendant le confinement nous étions nombreux à être soulagé.e.s par cet arrêt forcé de la marche du monde. Nos corps étaient confinés, mais pas nos cerveaux... nous aurions pu mettre à profit ce temps pour réfléchir et nous pencher, par exemple, sur l'« outil pour aider au discernement » du philosophe Bruno Latour, auteur, entre autres, de « Où atterrir ? ». [6 questions étaient posées, visant à savoir quelles activités les répondants souhaitaient ne pas voir reprendre, ou au contraire voir se développer après le confinement, pour quelles raisons et de quelles façons. Pour le consulter : <http://www.bruno-latour.fr/sites/default/files/downloads/P-202-QUESTIONS.pdf>] À la sortie du confinement, on aurait dû mettre 7 milliards d'euros dans un grand plan de bifurcation nationale, basé notamment sur de la formation, de la pédagogie... On a loupé un coche et c'est dommage.

Un participant: Les outils numériques sont ce qu'on en fait. Il faudrait mettre en place une politique des usages par l'éducation, pour dégager le multitasking des priorités, pour reprendre le contrôle sur les outils qui ont une utilité. Nous sommes dans une période où il y a des choix politiques à faire. L'avenir est entre nos mains.

Laure Noualhat: Je ne crois pas que l'avenir soit entre nos mains. Il y a ce que l'on maîtrise et ce que l'on ne maîtrise pas. Avec le changement climatique, il y a des choses que l'on ne maîtrise pas – et certaines ne sont même pas intégrées dans les modèles. Je sais que je vais mourir, mais en attendant je dois vivre au maximum des capacités que me permet mon cerveau. L'humanité doit être dans cette disposition-là : faisons au mieux pour créer des îlots de résistance et de résilience ! Le tout dans la Joie et la créativité!

LE TEMPS : FREIN OU LEVIER DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES CHANGEMENTS EN FAVEUR DE LA TRANSITION ?

**NICOLAS
FIEULAINÉ**

CHERCHEUR EN PSYCHOLOGIE
SOCIALE À L'UNIVERSITÉ DE
LYON, ASSOCIÉ À LA CHAIRE
INNOVATION PUBLIQUE

LA DISTANCE PSYCHOLOGIQUE ET LA DISTANCE TEMPORELLE VONT DE PAIR

Quand on met la question du temps en rapport avec celle de la transition écologique, trois notions sont travaillées en psychologie sociale.

L'espace psychologique à partir duquel on va arriver à appréhender des objets de pensée doit être pris comme une surface psychologique où ces objets de pensée vont être concevables et avoir une pertinence. Or, dans le fonctionnement psychologique humain, il n'est pas simple d'arriver à créer des objets de pensée qui renvoient à une réalité qui n'est pas (encore) là, qui sont métaphysiques en quelque sorte, et d'arriver à les faire exister de manière tellement tangible qu'elles nous font agir. Or, la transition écologique semble être un sujet lointain, qui concerne surtout l'avenir. Son rapport au présent est complexe à comprendre, d'une part parce que cela paraît très abstrait, et d'autre part parce qu'il y a cette distance psychologique. Trois distances travaillent en même temps. En premier lieu, la distance temporelle, c'est-à-dire l'espace psychologique dans le temps (passé, avenir) à partir duquel on pense les questions individuelles et sociales. En second lieu, la distance sociale, c'est-à-dire l'ampleur de la surface sociale impliquée dans nos modes de pensée (soi-même, un petit groupe, l'ordre humain dans sa généralité). En troisième lieu, la dimension spatiale, c'est-à-dire la projection dans des espaces plus ou moins lointains ou proches, plus ou moins ouverts ou fermés (son quartier, sa ville, son pays, le monde).

C'est là un des vecteurs de l'articulation psychosociale. On pourrait penser que c'est purement individuel et que c'est lié au vécu, à une situation temporaire. En réalité, certains environnements ou contextes aident à tenir compte d'enjeux très lointains, tandis que d'autres au contraire ferment ces horizons. Cette limite des horizons temporels n'est pas indépendante de la question de l'accélération puisqu'on constate, dans les recherches sur l'évolution du rapport au temps en fonction de l'âge, que le temps passe plus vite à mesure que l'on vieillit et que la fin devient plus tangible. Quand on reproduit cela en laboratoire, on observe que le rétrécissement de l'horizon dans lequel on se projette produit des effets d'accélération, et inversement le sentiment d'accélération produit un effet de fermeture des horizons.

LA PERSPECTIVE TEMPORELLE EST PRÉDOMINANTE DANS LA PRISE DE DÉCISIONS

D'après les travaux du psychologue américain Kurt Lewin, nous sommes, selon le moment, soucieux à différents niveaux du passé, du présent ou de l'avenir, ce qui favorise une logique de pensée et une tonalité émotionnelle différente. Il en ressort des perceptions du futur plutôt positives ou plutôt négatives, des centrages dans le présent plutôt fatalistes ou plutôt hédonistes, et des ancrages dans le passé plutôt idéalisés ou plutôt teintés de regret. Par ailleurs, les vécus sociaux tels que les situations précarité ont un impact fort sur la propension à se centrer sur tel ou tel registre du temps et sur telle ou telle tonalité affective.

Les recherches comparatives que nous menons chaque année dans plus de cent pays, dans le cadre d'un réseau international de chercheurs, mettent en évidence de manière tendancielle, depuis 15 ans, un rapport étroit entre les événements collectifs et les rapports au temps individuels que l'on constate, qui sont : une fermeture des horizons futurs, l'association de cette zone du futur à des formes d'anxiété plutôt que d'optimisme, mais aussi une espèce de basculement entre ce que l'on appelait le futur, vers lequel on se projetait, et ce que l'on appelle aujourd'hui l'avenir, qui vient vers nous en s'accompagnant parfois de phénomènes d'anxiété climatique, par exemple.

Des recherches plus cognitives révèlent un biais de préférence pour le présent. Ce mécanisme issu du fonctionnement psychologique fait que tout ce qui est futur est dévalué de manière hyperbolique par rapport à ce qui est présent. Dès que l'on projette les choses dans le futur, elles perdent de leur aspect concret, et donc de leur valeur et de leur capacité à motiver.

OUVRIRE L'HORIZON ET/POUR RALENTIR LE RYTHME

Ces différentes notions ont des impacts très forts dans la logique de la transition écologique et du changement. Elles jouent notamment sur nos représentations de la question climatique qui, projetée loin dans le temps, va nous paraître abstraite et improbable. Mais il suffira que quelque chose nous la rende moins distante pour que les formes de représentation deviennent plus concrètes, plus certaines. Nous savons par exemple que les démarches citoyennes pour s'adapter au changement climatique préparent moins à l'adaptation qu'à l'atténuation, c'est-à-dire qu'elles produisent un effet de rétrécissement de la distance psychologique, qui fait que ces questions apparaissent tangibles et deviennent des moteurs de comportements quotidiens et concrets.

Enfin, entrent en jeu les méta-cognitions temporelles, c'est-à-dire une forme d'intelligence temporelle qui nous permet d'analyser ce que la situation implique en termes temporels, et d'activer un système de pensée inhibiteur qui résiste à l'impulsivité et qui, en quelque sorte, est capable de freiner le temps. La psychologie sociale nous montre que cela est valable au niveau individuel comme au niveau collectif. Dans les cultures organisationnelles mais aussi dans le design ou l'architecture, on se rend compte que des éléments conçus dans une certaine intention vont produire certains rapports au temps et, par exemple, générer des effets de ralentissement par des ouvertures de distance.

COMMENT PENSER LES POLITIQUES PUBLIQUES ?

Il faut sensibiliser les acteurs publics (dont la haute administration, qui a une temporalité très particulière) à la dimension du temps, pour la rendre plus explicite et leur permettre de la repérer dans l'objectivité des rythmes et des structures du temps, comme dans la subjectivité des pressions temporelles que l'on produit parfois (par exemple en mettant à l'agenda politique un sujet avec des échéances qui vont créer une forme de précipitation). De la même façon, on peut sensibiliser les acteurs publics à la prise en compte des questions temporelles dans l'aménagement, s'agissant de gestion de flux, de cadencement ou de synchronisation, mais aussi de capacité des espaces à produire une forme de ralentissement, d'apaisement, à un niveau cognitif et à un niveau psychologique.

Cela permet aussi d'attirer l'attention sur les inégalités que peuvent générer les politiques publiques, en cas notamment de communication consistant à dire qu'il faut faire des sacrifices dans le présent pour des bénéfices futurs. Ce type de communication peut laisser sur le bord du chemin de la transition certains publics peu sensibles à cette forme d'argumentation, voire réceptifs à l'argumentation inverse, à savoir des bénéfices immédiats pour des coûts futurs.

COMMENT SE POSITIONNER FACE À LA DISTANCE PSYCHOLOGIQUE ?

La question de la distance psychologique est compliquée. Dans certains environnements, celle-ci se ferme de plus en plus, à la fois au niveau temporel par des phénomènes d'accélération, au niveau social par des phénomènes de bulles de filtre et de cloisonnement urbain, et au niveau spatial par des effets de restriction des circulations. Faut-il en prendre acte et faire de la transition écologique une question concrète, immédiate et proche ? Faut-il au contraire essayer de travailler à développer ce sens d'un espace très élargi, d'une distance psychologique très grande, mais au risque de rendre les sujets très abstraits ?

Cet enjeu relève à la fois de la norme (discours politique, discours de l'administration, droits et réglementations mis en place), de la perspective temporelle (créer des continuités, ou bien affirmer que rien ne sera pareil demain) et des incitations (arriver à faire percevoir les conséquences de comportements qui semblent relever d'un choix personnel, mais qui relèvent en fait de dynamiques sociales qu'il faudrait rendre tangibles). Sur ce dernier point, nous avons par exemple des outils numériques qui suivent les consommations énergétiques, mais ils sont très individuels ou bien ils jouent sur des logiques de comparaison sociale sans se demander quel type de projection dans le temps il faut opérer : doit-on parler de l'histoire, doit-on parler de projet, ou doit-on parler d'une consommation immédiate ? Cela n'a rien à voir en termes de design graphique, par exemple. On ne joue pas sur les mêmes leviers motivationnels selon que l'on veut amener les gens à pondérer leur consommation à un moment donné, ou enclencher la décroissance progressive de ces consommations.

COMMENT GÉRER LA CONCERTATION AVEC LE GRAND PUBLIC SUR LES QUESTIONS DE TRANSITION ?

Le sentiment d'imminence subie crée des réactions très fortes et rend les dimensions de justice et d'injustice ultrasensibles. On peut essayer de jouer sur la dimension du présent, parce que se projeter dans l'avenir crée un obstacle au changement tellement fort que cela bloque l'action et peut amener à se dire « faisons dans la concertation et la discussion au présent ». On joue alors sur le fait que cette forme de restriction est déjà là, et l'on parle de la façon dont on a commencé à s'y adapter.

On peut aussi utiliser l'imaginaire. Le problème, c'est qu'en sollicitant des raisonnements sur un futur lointain, on génère des formes de représentation qui n'ont pas de connexion à l'immédiat. Or, si l'on vous demande de penser un objet dans un an ou tout de suite, vous ne le penserez pas de la même façon car les formes de pensée mobilisées ne sont pas les mêmes. On peut également, en partant de temporalités très fermées, ouvrir très progressivement, grâce à l'aménagement des lieux ou à l'aménagement du rythme des situations : la vitesse de parole, le mode d'organisation, etc. On peut alors tempérer l'agenda très immédiat et très défensif avec lequel les personnes peuvent venir et, petit à petit, arriver à passer à autre chose, à transcender le présent. Cela tient aussi aux invitations et à la manière dont on cadre le message dans la sollicitation même à participer.

Cela pose surtout la question du rapport entre la projection dans l'avenir et les décisions au présent, et donc de la connexion à faire entre les deux. Il y a certainement des choses à améliorer, par exemple, dans la concertation et dans l'apparition progressive des ZFE, où l'information est un peu hors-sol, et où les espaces ne communiquent pas ou très peu et ne constituent pas des leviers de projection dans le temps et de prise de distance à l'immédiat, pourtant cruciaux dans les logiques d'acceptabilité.

TEMPS, TRANSITION ET LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS : QUELLE(S) CONCILIATION(S) ?

**ELVIRE
BORNAND**

SOCIOLOGUE, PROFESSEURE
À L'ÉCOLE DE DESIGN
DE NANTES-ATLANTIQUE

**NICOLAS
FIEULAINÉ**

CHERCHEUR EN PSYCHOLOGIE
SOCIALE À L'UNIVERSITÉ DE
LYON, ASSOCIÉ À LA CHAIRE
INNOVATION PUBLIQUE

**MAGALI
TRÉHOLAN**

ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE
À LA SOUTH CHAMPAGNE
BUSINESS SCHOOL,
FONDATRICE DE 52 POUR CENT

Bien que liées par un même caractère d'urgence, la transition écologique et la lutte contre les inégalités ne sont pas des enjeux aisément conciliables. Accaparées par des questions de subsistance qui absorbent toute leur énergie, les personnes en précarité peuvent se sentir stigmatisées ou négligées quand l'accent est mis sur les enjeux environnementaux, eux-mêmes très prenants aux plans temporel et psychologique. Comment mieux concilier les enjeux de fin du monde et de fin du mois et faire en sorte que le coût – temporel, économique – de la transition écologique soit soutenable, partagé de façon réellement équitable, et finalement acceptable ?

FRAGILITÉ SOCIALE ET INCERTITUDES TEMPORELLES

C'est un fait établi : nous ne vivons pas toutes et tous les même temps. Ainsi, « l'instabilité des vécus, la déstabilisation des trajectoires, le sous-emploi et l'insécurité sociale » subis par les personnes en précarité génèrent « une forme de rapport au temps qui est très insécurisée », observe Nicolas Fieulaine. Dès lors, « la projection dans le futur peut générer de l'anxiété, de l'inquiétude, du doute. (...) Il y a à la fois une perte de confiance dans la capacité à prévoir les choses et une perte de maîtrise sur le temps futur », qui tendent à « refermer (...) sur des décisions, des arbitrages, qui favorisent le présent ».

Ce présent est vécu sur un mode d'urgence par les personnes en précarité, qui « vivent dans le présent, mais dans un présent très encombré, où elles ne savent pas par quel bout prendre la situation », rapporte Elvire Bornand. Et c'est quand cette urgence est déjà dépassée que les personnes vont réagir. « Les professionnels du social voient souvent ces situations quand il est déjà très difficile d'y répondre, (...) parce que c'est le nez contre le mur que les personnes ont trouvé le courage de se signaler auprès des services sociaux. » Une situation qu'elles « expliquent en disant « il y a trop de choses » » et qui, souligne une bénévole associative, creuse l'écart temporel avec « les gens qu'elles voient courir autour d'eux ».

Dans les milieux plus favorisés, à l'inverse, « cette projection dans le futur est simple et facile (...) et fait partie du monde quotidien », constate Nicolas Fieulaine. Mais il suffit d'un rien pour que, même parmi ces populations, le futur se dérobe. Quand elles sont « soudainement insécurisées ou instabilisées dans leur trajectoire par une maladie, un accident, un drame, (...) on a ces mêmes phénomènes de fermeture des perspectives temporelles ».

LE TEMPS PLUS ENCOMBRÉ DES FEMMES

Les déséquilibres temporels ne sont pas uniquement liés à des difficultés économiques et sociales : ils tiennent aussi aux inégalités de genre. En effet, malgré quelques évolutions dont les médias se font régulièrement l'écho, les femmes assument, en plus de leur travail, des tâches domestiques plus nombreuses et accaparantes que les hommes. Selon les données de l'Insee, les travaux domestiques occupent quotidiennement, en moyenne, 3 h 26 du temps des femmes. Certes, note Magali Tréholan, « ce chiffre a diminué au fil du temps », mais cette baisse doit être nuancée car elle doit en particulier à des évolutions techniques qui certes allègent les tâches ménagères, mais ne les bannissent pas de l'horizon des femmes.

Par ailleurs, constate Magali Tréholan, « les petites filles sont plus éduquées à se soucier des autres, (...) et ce souci s'étend à l'environnement et la nature ». En conséquence, les femmes sont particulièrement réceptives « à cette norme injonctive (...) à agir pour l'environnement », et assument l'essentiel des éco-gestes que nous sommes incités à adopter dans la sphère domestique. Elles sont d'autant plus sensibles à cette question que les évolutions sociétales ayant permis d'alléger leur charge domestique, ont un impact environnemental qui peut engendrer une forme de culpabilité. On pense bien entendu aux appareils électroménagers, assez énergivores, mais il en va de même avec la fast fashion, « grâce » à laquelle, « quand les vêtements sont un peu hors d'usage, on ne les répare pas, on en rachète d'autres ». Aussi le temps précédemment libéré – du moins en apparence – grâce au progrès technique, tend-il aujourd'hui à se remplir de nouvelles tâches.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : UN COÛT INÉGALEMENT RÉPARTI

Face à l'urgence écologique, nous devons adopter dans notre quotidien des gestes ou comportements plus vertueux. On note par exemple l'existence « de mouvements comme le zéro déchet, très positifs d'un point de vue environnemental », salue Magali Tréholan. Cependant, précise-t-elle, « ces tâches sont principalement investies par les femmes. » Cet engagement n'est pas un problème en soi. « Si cela permet de diminuer l'anxiété, tant mieux ! », reconnaît-elle. Dans la pratique, cette action en faveur de l'environnement est chronophage et s'additionne aux tâches ménagères classiques, induisant chez de nombreuses femmes « une charge de temps et une charge mentale. (...) C'est une double peine », estime la chercheuse, qui encourage plutôt à « aller militer dans une association ». Cela « diminue l'anxiété et valorise socialement ».

Ce sentiment de charge et/ou d'injustice est pour partie partagé par les personnes en précarité. « Dans les territoires que j'ai étudiés, les pouvoirs publics ont surtout diffusé les éco-gestes vers les publics en précarité et vulnérables », narre Elvire Bornand. Ceux-ci n'ont pas toujours bien reçu l'initiative. L'intention de départ n'est pourtant pas négative : elle vise notamment à permettre économies d'énergie, et donc à réduire les dépenses. Mais le décalage avec la réalité quotidienne des personnes est total. « On leur dit de mettre le couvercle sur l'eau qui bout, alors qu'ils ont au quotidien plein de questions à résoudre », pointe la sociologue. Quant aux 19 degrés recommandés dans les logements, « si vous restez chez vous toute la journée, vous ne les ressentez pas de la même façon ». Ces erreurs ou maladroites de communication suscitent alors le rejet des actions préconisées. « Les gens se disent : « Je ne me sortirai pas de ma situation par des éco-gestes », relate Elvire Bornand, regrettant la « non-rencontre des politiques publiques et du quotidien de ces personnes en difficulté ». Au bout du compte, l'action publique peut se révéler contre-productive. « Une question que l'on entend souvent, c'est : quand est-ce qu'on embête les riches ? Ceux qui détruisent la planète, ce sont ceux qui ont plus de moyens. »

COMMENT AGIR ?

D'une manière générale, les élus locaux tâtonnent quant aux messages à délivrer à leurs concitoyens en matière de transition écologique. « Comment, en tant que pouvoir public, être pertinent, notamment envers les publics que l'on ne voit pas et qui ne viennent pas vers nous ? », interroge une participante, élue à la métropole de Lyon. De fait, déclare Magali Tréholan, « les messages de l'action publique peuvent paraître à côté de la plaque, par rapport à des messages publicitaires ciblés et pertinents ».

Ce décalage peut s'expliquer par un manque de moyens, mais il tient aussi à une approche tirant vers le paternalisme. Il en résulte des actions de communication porteuses de « messages non seulement inefficaces, mais dissuasifs », signale Nicolas Fieulaine. Indépendamment des moyens disponibles, celui-ci considère qu'il faudrait d'abord « amener l'acteur public à se poser les bonnes questions » et, pour commencer, à « regarder ce qui existe déjà dans la recherche. (...) On gagnerait beaucoup de temps. » Il conviendrait aussi de « prendre en compte les vécus quotidiens », notamment en amenant les personnes à prendre la parole pour faire valoir leur point de vue. A ce titre, Elvire Bornand promet la mise en place de dispositifs de type « îlotiers », à savoir des personnes « qui peuvent faire remonter des informations, être des relais », afin de réduire le décalage entre les citoyens et la collectivité. Elle invite également à « pré-tester des communications sur des personnes ciblées : ça prend du temps, mais donne de meilleurs résultats ». Pour Magali Tréholan, il est essentiel aussi, avant toute démarche incitant à l'action, de « se poser la question de ce qui est faisable », et de développer une « offre à proximité ».

Sur l'enjeu spécifique des inégalités socio-économiques, les intervenants invitent en particulier à mieux prendre en compte la question des droits. S'agissant par exemple de la facture d'électricité, Elvire Bornand déplore qu'aujourd'hui encore, « on incite les gens à tomber dans une logique de la dette avant de pouvoir demander de l'aide. (...) Ça les met en contradiction avec ce qu'ils pensent instinctivement. » Des études ont pourtant montré qu'une personne « dont on empêche la dette et dont on accompagne la solvabilité dès le départ, on l'aide vraiment ». Face à ces constats, certaines associations offrent « un service d'accès au droit pour défendre les personnes avant qu'elles ne tombent dans le précipice », témoigne une bénévole associative. Cette démarche est d'autant plus nécessaire que, pour ces personnes, « faire valoir leurs droits demande plus d'efforts alors qu'elles sont déjà dans une logique de guichet qui les oblige à aller voir plein d'institutions », insiste Elvire Bornand. Nicolas Fieulaine souligne que, « face à ce mur de l'administration, des expérimentations sont conduites un peu partout pour simplifier, mieux cibler l'action publique. Mais cela oblige à développer une forme de confiance qui n'est pas naturelle. »

ENJEUX DES POLITIQUES TEMPORELLES 20 ANS APRÈS

**EDMOND
HERVÉ**

ANCIEN MAIRE DE RENNES,
AUTEUR DU RAPPORT
PARLEMENTAIRE « LE TEMPS
DES VILLES » (2001)

LE TEMPS DE VIVRE, UNE PHILOSOPHIE

Je me suis replongé dans ma documentation personnelle, et je voudrais vous faire part d'une conviction très profonde : l'approche temps est très certainement la voie incontournable pour élaborer un nouveau modèle démocratique européen dont nous avons éminemment besoin.

Quelle a été mon approche personnelle du temps ou des temps ? La première interview que j'ai donnée sur cette question au journal Ouest-France date de 1973. Elle avait pour titre « Le temps de vivre ». Cette philosophie du temps de vivre se développait comme un héritage de 1968, en lien avec la thématique politique essentielle de l'autogestion qui peut se décliner dans tous les champs de la vie – le travail, la vie ensemble, la vie municipale, etc.

Lorsque j'ai été élu maire en 1977, l'un des grands thèmes de notre politique municipale a été la nouvelle relation à l'autre. À travers cette idée de nouvelle relation à l'autre, il s'agissait de décroïsonner. Nous avons concrétisé cette notion en instituant des équipements intégrés et en mettant en place des espaces sociaux communs. Le principe de la mixité et de la proximité fonctionnelles est l'une des clés explicative de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire rennais.

L'ESSAIMAGE D'UNE POLITIQUE NOUVELLE

En 1999-2000, alors que j'étais député et connaissant ce que nous faisons ici, M. Bartolone, ministre délégué à la Ville, et Mme Péry, secrétaire d'État aux droits des femmes et à la formation professionnelle, m'ont chargé de rédiger un rapport intitulé « Temps des villes ». Le grand sujet de ce rapport était la relation d'égalité entre les hommes et les femmes, avec la distribution des temps domestiques, la répartition du travail, les horaires des services publics, etc. Ce rapport, outre le thème de l'égalité hommes-femmes, visait à attirer l'attention sur les différentes mutations qui pouvaient exister.

L'approche du temps est une approche très transversale, très sociétale, qui ne peut réussir que si vous diffusez une culture. J'ai terminé ma vie électorale par un mandat de sénateur, et je participais à la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation du Sénat. À ce titre j'ai produit un rapport bilan sur les politiques temporelles des collectivités territoriales, et je me suis aperçu que cette idée de l'approche du temps s'était largement diffusée.

Si j'évoque cette approche historique, c'est parce que vous ne pourrez jamais faire avancer une idée s'il y a des ruptures. La continuité est fondamentale dans la recherche de transversalité et de coordination. Et, dans toute institution, il faut toujours des personnes pour incarner ces idées. Dans le rapport que j'avais rédigé en tant que député en juin 2001, j'avançais cette idée de « bureau des temps ». J'ai ensuite déposé un amendement législatif pour introduire la faculté de créer un bureau des temps, et j'ai été poliment mis en attente... Mais il ne faut jamais désespérer.

L'APPROCHE DU TEMPS, UNE QUESTION EN MOUVEMENT

Quelles orientations, quelles forces doivent continuer de nous animer ?

Le temps est la condition de tout.

Si vous n'avez pas de temps, vous ne faites rien.

Le temps est une création humaine. En tant que telle, c'est le plus fantastique facteur d'inégalités qui puisse exister. L'inégalité majeure concerne l'espérance de vie liée à l'environnement socio-économique et socio-culturel. Si, en tant que création humaine, le temps est facteur d'inégalités, nous devons l'utiliser pour en faire un facteur d'égalité.

Il ne faut pas que le temps libéré soit un temps vide.

Cette notion de temps libéré et de temps vide est très ancienne.

La culture temps doit être partagée. Pour cela, il faut des lieux où réunir des gens d'horizons très différents. Le Conseil économique, social et environnemental que j'avais mis en place à Rennes et qui existe toujours, était un moyen de partager cette culture temps.

Il faut toujours s'intéresser à l'urbanisme et à la mobilité.

Aujourd'hui la multimodalité n'a plus rien à voir culturellement avec ce que j'ai connu dans les années 1980-90. L'arrivée des deux-roues, sous quelque forme que ce soit, est un élément à prendre en considération. Mais surtout, il ne faut pas s'enfermer dans un schéma exclusivement urbain. L'opposition entre la ville et le rural a toujours existé. Si vous voulez les réconcilier, vous devez mettre l'accent sur le transport, les écoles, etc.

Les questions liées à l'école sont toujours d'actualité.

Mais à mon sens, le temps scolaire est moins important que les temps périscolaires et extrascolaires, qui sont les temps au cours desquels les inégalités croissent le plus.

La logique d'usage n'est jamais initiée par les élus,

l'administration ou les architectes. Un territoire doit pouvoir être facilement utilisable et facilement utilisé. On retrouve là les questions de multifonctionnalité et de proximité.

J'ai toujours rêvé, à côté des immeubles, d'espaces accessibles aux gamins pour jouer au foot, au basket, à la marelle, etc. Et si vous placez des tables de ping-pong, par exemple, vous devez penser au bruit que peut faire la balle pour les voisins : cela fait partie du temps et de la conciliation.

Le temps civique est fondamental aujourd'hui.

Le temps civique, c'est le temps de s'intéresser et de participer à la vie de la cité. Derrière cette notion, il y a la question des lieux et des temps pour se réunir, connaître, échanger. Il y a aussi des mutations qu'il faut prendre en considération. La génération à laquelle j'appartiens, par exemple, n'est plus présente dans la ville.

Le temps civique comprend notamment le temps de

médiation. Toutes vos villes ont une offre culturelle importante, souvent gratuite ou peu chère. Pourtant, quantité de gens ne se rendront jamais dans un équipement culturel. Ce qui fait barrage, ce n'est pas le coût mais le problème de la demande sociale de culture. Franchir une porte peut être difficile. Le temps de médiation consiste à tisser de nouvelles relations avec ces populations éloignées qui sont dans un temps vide. Aller à la rencontre de l'autre, lui faire rencontrer d'autres lieux, le faire s'intéresser à la cité, est essentiel. Nous faisons face aujourd'hui au phénomène de l'abstention sur le plan de la vie politique, des élections mais aussi de la culture. Il faut analyser les raisons de cette abstention, mais je n'arrive pas à croire qu'une personne qui doit tout à la cité ne s'intéresse pas à la cité. S'il n'y a pas d'élection, il n'y a pas de sécurité sociale, pas de participation, pas de droit du travail, pas de relations internationales, etc.

Je voudrais terminer par une citation que j'emprunte à l'un des hommes qui me semblent les plus contemporains : Albert Camus. Relisez Albert Camus ! C'est un phare pour les décennies qui viennent. Albert Camus disait qu'il est facile d'étonner, mais qu'il est plus difficile de convaincre. Je suis sûr que je ne vous ai pas étonnés mais que je vous ai convaincus.



REPENSER L'ORGANISATION DU TRAVAIL POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**JEAN-YVES
BOULIN**

SOCIOLOGUE, IRISSO-
UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

**FRANÇOIS-
XAVIER
DEVETTER**

PROFESSEUR DES
UNIVERSITÉS EN ÉCONOMIE
À L'UNIVERSITÉ LILLE-I,
CLERSÉ-CNRS

**GERRIT
VON JORK**

CHERCHEUR EN ÉCONOMIE À
LA TECHNISCHE UNIVERSITÄT
DE BERLIN

LE TÉLÉTRAVAIL : UN INTÉRÊT NOUVEAU ET DES BÉNÉFICES RÉELS...

En France comme ailleurs, le télétravail est quasiment devenu la norme au cours du confinement du printemps 2020. Depuis, il s'est ancré de manière durable dans le paysage, tout au moins pour ceux dont l'activité est télétravaillable. Cela a pu être vérifié dans un Etablissement public territorial (EPT) où Jean-Yves Boulin a mené une enquête : le télétravail, qui ne concernait qu'une poignée de salariés avant le premier confinement, y est aujourd'hui la règle pour tous les services support. Mais cette possibilité a été investie de manière très diverse par les agents de cet EPT. « Le temps de trajet domicile-travail joue un rôle discriminant : en deçà de trente minutes, les agents ont une préférence pour le travail sur le site », constate Jean-Yves Boulin. En revanche, « pour ceux qui habitent loin, au-delà d'une heure trente de transport par jour, la corrélation avec l'attrait pour le télétravail est très forte ». De même, le télétravail est très apprécié par « ceux qui ont des jeunes enfants qui vont à l'école : le fait de pouvoir aller les chercher, généralement à pied ou en vélo, apporte une respiration dans le temps de travail en même temps qu'une satisfaction au regard de l'articulation entre vie professionnelle et vie familiale », explique-t-il.

Lors du confinement, la pratique du télétravail a donné lieu à de nouvelles habitudes. Ainsi, rapporte Gerrit von Jork, « des personnes m'ont dit qu'elles n'étaient plus sur des horaires de travail 9h-18h, certaines ont introduit une sieste pendant la journée, (...) et d'autres ont commencé à aller faire leurs courses en journée ». Le fait de pouvoir s'organiser plus librement a représenté une opportunité pour acquérir des rythmes permettant de mieux concilier les différents impératifs du quotidien – sans pour autant nuire à la quantité et à la qualité du travail fourni par les personnes. Ces éléments ont amené une part importante des salariés à plébisciter le télétravail sur le long terme, même si, relève Jean-Yves Boulin, « il n'y a pas un désir d'être en télétravail de façon permanente. Le mode hybride est plébiscité. C'est une question d'équilibre entre les sphères du travail et personnelle. »

... MAIS DES LIMITES CERTAINES ET QUELQUES DOUTES

S'il a connu un net regain de popularité, le télétravail n'est pas allé sans poser quelques questions et problèmes. Il a notamment été marqué par une profonde différence de situation « entre ceux qui étaient parents et ceux qui ne l'étaient pas, signale Gerrit von Jork. Pour les parents, il y avait un double travail : employé et enseignant. C'était très compliqué. Il y avait aussi une différence entre les mères et les pères. Ces derniers avaient plaisir à travailler à la maison, et s'occupaient moins des enfants. » Pour certaines mères, les difficultés ont parfois mené jusqu'à l'épuisement. Cette situation a mis en évidence « le problème de l'articulation entre vie au travail et vie hors travail pour les femmes, en raison d'une répartition des tâches domestiques toujours très inégale », indique Jean-Yves Boulin.

Le recours à des alternatives tels qu'un tiers-lieu situé à proximité de chez soi peut apparaître comme une solution permettant de vivre un télétravail plus apaisé et plus bénéfique. Les entreprises y voient aussi leur intérêt. « Certaines réfléchissent au télétravail à 100% pour diminuer leur coûts immobiliers », relate le sociologue. Cette idée séduisante pour les employeurs vient cependant ébranler une fonction essentielle mais insuffisamment reconnue du travail : « C'est aussi un espace/temps de socialisation. » De plus, le télétravail « a tendance à augmenter la durée du travail : des études américaines ont montré que les télétravailleurs au domicile travaillent en moyenne 48 minutes de plus par jour ». Plusieurs témoignages recueillis par Jean-Yves Boulin auprès des agents de l'EPT ont d'ailleurs révélé une difficulté à se déconnecter : à l'absence d'incitations à se rendre collectivement à la cantine ou au restaurant à l'heure du déjeuner, vient s'ajouter une forme de crainte de ne pas être bien perçu par la hiérarchie si l'on n'est plus joignable.

Enfin, il ne faudrait pas oublier que ce télétravail aujourd'hui plébiscité et encouragé ne touche pas tous les salariés. Il faut d'une part prendre en compte ceux qui ne peuvent pas télétravailler, afin de ne pas en faire les oubliés de la quête actuelle d'une meilleure conciliation des temps de vie, et d'autre part réaliser que le temps libéré n'est pas nécessairement un temps aisé à apprivoiser. Un ouvrier contraint de rester chez lui pendant le confinement a ainsi confié à Gerrit von Jork sa difficulté à donner du sens à son temps libre. « Ce point mérite réflexion, confie le chercheur. Le temps de travail peut amener des compétences dans la vie professionnelle, mais faire oublier d'autres compétences. » Dans ce temps libre, « "qu'est-ce que je fais de ma vie?" était une grande question. »

TRAVAIL, TÉLÉTRAVAIL : QUEL IMPACT ÉCOLOGIQUE ?

Il est assez fréquent de penser que le fait de travailler chez soi ou de travailler moins a, de façon presque mécanique, un impact environnemental positif. Dans la pratique, cette hypothèse est difficile à vérifier. S'agissant du télétravail, les entretiens menés par Gerrit von Jork révèlent « des effets très diversifiés. Il n'y a plus de déplacements domicile-travail, c'est très marquant. » De même, « certaines personnes ont commencé à acheter bio au marché, ce qu'ils n'avaient jamais fait avant ». En revanche, poursuit-il, « il y a des effets rebond : on laisse par exemple le chauffage dans l'appartement toute la journée ». Sur un certain nombre d'aspects, le temps de travail dans un bureau, qui plus est si celui-ci est partagé par plusieurs personnes, est plus efficace énergétiquement – jusqu'à la restauration collective, qui permet de réduire l'énergie consommée par rapport aux repas préparés chez soi.

Quant à la réduction du temps de travail, certaines études focalisées sur la consommation d'énergie suggèrent que « dans les pays les plus riches, (...) plus le temps de travail est faible, moins on dégrade l'environnement », expose François-Xavier Devetter. Mais, nuance-t-il, « il y a une hétérogénéité des situations extrêmement importante ». Selon lui, c'est plutôt « l'intensité du travail [qui] est déterminante ». En France, l'argument des économies d'énergie a fait partie des motifs invoqués à l'appui de la proposition de la Convention Citoyenne pour le Climat visant à réduire à 28 heures le temps de travail hebdomadaire. Mais si, pour ses partisans, cette mesure devait notamment permettre d'adopter des habitudes participant à la transition écologique (faire soi-même à manger, se lancer dans l'autoproduction, avoir des loisirs peu énergivores...), ses détracteurs mettaient plutôt en avant le risque de stimuler des comportements au contraire plus consuméristes.

Dans tous les cas, la durée du temps de travail mérite réflexion. Mais, regrette Jean-Yves Boulin, « en France, (...) on est complètement régressif sur cette question. (...) Il y a des pays qui expérimentent la semaine de quatre jours par exemple (Espagne, Irlande, Californie), voire la généralisent (Islande), alors qu'en France, depuis les 35 heures, la question est devenue taboue. Une loi de 2019 oblige les collectivités locales à supprimer les quelques jours de congés supplémentaires accordés afin de compenser les faibles salaires, sans s'interroger sur les effets de ces jours supplémentaires au regard tant du travail que du temps hors travail. L'étude que j'ai menée dans l'EPT montre l'effet bénéfique du télétravail à la fois sur le travail – l'absentéisme y est plus faible que dans la moyenne des collectivités – et sur le hors travail, où l'on observe des comportements d'auto-production ou d'engagement civique. » Pour Gerrit von Jork, « le nombre d'heures travaillées importe sans doute moins que le décalage entre les horaires souhaités et les heures effectives ».

VERS UN TEMPS DE TRAVAIL PLUS ÉCOLOGIQUE ET PLUS LIBRE ?

La façon dont nous occupons notre temps une fois libérés du travail est une question majeure. De ce fait, « la réduction du temps de travail ne peut avoir du sens que si, à côté, nous avons une politique de temps libre adossée à d'autres politiques », estime François-Xavier Devetter. Mais, juge-t-il, « il est difficile d'avoir des politiques de régulation de ces dimensions qualitatives. (...) Il va falloir faire preuve de plus d'imagination à ce niveau-là. » Jean-Yves Boulin engage notamment à réfléchir à une réduction du temps de travail qui puisse être autre qu'hebdomadaire : annualisée, voire pourquoi pas sur le temps de la vie. Pourquoi, par exemple, ne pas « imaginer de donner des années de congé long au cours d'une carrière, pour le care, pour se former, pour un engagement civique ou des congés sabbatiques ? Le ministère allemand du Travail a confié à une équipe d'universitaire le soin de réfléchir à une autre organisation du déroulement d'une vie professionnelle : ils ont conclu que l'on pouvait attribuer jusqu'à neuf années au cours d'une vie de travail. » Ce temps pourrait aussi être mis à profit pour être citoyen au sens plein du terme : « Travailler, être parent, avoir des amis, pouvoir s'engager syndicalement, politiquement, participer à la vie de la cité. »

Apprendre à gérer et vivre autrement le temps de travail devrait enfin être mieux pris en compte. Selon Gerrit von Jork, la richesse du travail tient principalement à cinq dimensions. Premièrement, avoir un rythme permettant de « travailler à la vitesse qui nous convient ». Deuxièmement, avoir assez de temps pour pouvoir « faire les choses importantes ». Troisièmement, avoir « un horizon d'attente suffisamment stable pour planifier des choses ». Quatrièmement, avoir la liberté de « décider du moment et de la durée des pauses ». Cinquièmement, avoir la possibilité de « coordonner de manière satisfaisante ses différents besoins temporels ».

Autant de façons, peut-être, de reconquérir les différentes temporalités à l'œuvre dans une existence et, grâce à un apaisement retrouvé (ou enfin trouvé), de dégager les moyens et la ressource pour agir de manière plus sobre vis-à-vis de soi-même, des autres et de l'environnement.

TEMPORALITÉS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**BRUNO
REBELLE**
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE TRANSITIONS-DD

UNE QUESTION DE DISSONANCE COGNITIVE...

La question des tensions entre temporalité des politiques publiques et transition écologique n'est pas simple à aborder. La première tension concerne le temps qu'il nous faudrait versus le temps que nous n'avons pas toujours. L'accord de Paris, en 2015, stipulait que les pays développés devaient atteindre la neutralité carbone en 2050 pour contenir le réchauffement global en dessous de 2 degrés à la fin du siècle. La plupart des dirigeants et dirigeantes signataires de l'accord de Paris ne seront plus là en 2050 pour vérifier si nous avons atteint ces objectifs. On peut déjà se demander si ces horizons lointains sont assez concrets pour les motiver à agir, et pour nous motiver également.

Pour rendre plus tangible cet impératif de long terme, nous traçons des trajectoires : ainsi, pour atteindre la cible critique de 2050, nous aurions dû commencer à réduire nos émissions de gaz à effet de serre (GES) de 5% par an dès 2015. Et plus nous tardons à agir, plus nous devons accélérer et intensifier nos actions. Nous savons qu'il faut agir vite, pourtant nous ne le faisons pas.

... ET DE DISCORDANCE DES TEMPS

Nous sommes confrontés à une seconde tension qui procède d'une réalité biologique. Dans « Le Bug humain », Sébastien Bohler explique que l'homme a développé ses capacités d'apprentissage autour de deux finalités : survivre et perpétuer l'espèce. Pour optimiser nos chances, nous avons été conditionnés par la recherche d'informations et de pouvoir. Ces processus d'apprentissage sont pilotés par le striatum, une portion de notre cerveau qui, lorsque nous apprenons quelque chose, génère de la dopamine et nous procure une satisfaction immédiate.

Notre cerveau reptilien a donc été configuré pour réfléchir en termes de bénéfice à court terme. Et ces neurones en charge de notre survie ne sont jamais rassasiés : ils nous incitent à vouloir toujours plus d'informations et de pouvoir. Mais l'évolution nous a aussi appris à réfléchir, croiser des éléments d'information plus complexes et prendre du recul sur nos réflexes pavloviens. Nous devons transposer cette mécanique de raisonnement individuel dans nos fonctionnements collectifs.

DES DIFFICULTÉS ET DES OPPORTUNITÉS POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Pour dépasser la dissonance cognitive, les citoyens et les acteurs des territoires auraient besoin d'un complément de preuve de l'intérêt de l'action. Or il n'est pas facile pour une institution publique de démontrer que les actions qu'elle propose aujourd'hui généreront demain les résultats que nécessite la transition écologique. Ainsi, nous pourrions probablement gagner en efficacité énergétique en introduisant de la flexibilité ou de la modularité dans la gestion des bureaux ou bâtiments publics, mais il est compliqué de prédire les gains environnementaux, économiques et sociaux ce type de mécanisme, et difficile d'engager le collectif dans des projets dont les individus verront les inconvénients plutôt que les bénéfices potentiels.

Même si l'on avait mis en œuvre toutes les décisions des dernières COP, l'inflexion de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère ne serait sensible que vers 2060 et nous serions confrontés à la dégradation du climat pendant plusieurs décennies avant que celle-ci ne se stabilise. Sachant cela, il faut pourtant repenser sans tarder l'aménagement des villes pour réduire les besoins de déplacement et réorganiser la politique énergétique. Le coup d'arrêt du premier confinement illustre bien cette idée que le choc a eu lieu et qu'il est nécessaire d'inventer un chemin différent. Des choses très intéressantes se sont passées. Certaines collectivités locales ont par exemple réalisé des pistes cyclables dans l'urgence, puis se sont dit : puisque c'est là, si on le gardait ? C'est ce que l'on appelle maintenant l'urbanisme tactique.

ACCEPTER DE PERDRE DU TEMPS AUJOURD'HUI

Les collectivités souhaitant embarquer les acteurs de leur territoire dans le changement devraient mettre en avant le chemin collectif – le diagnostic partagé, les jeux d'acteurs, les actions à mettre en œuvre pour faire émerger les changements systémiques nécessaires et accélérer la mutation. Cette pratique est consommatrice de temps, mais il faut savoir en perdre un peu à un moment donné pour ne pas en perdre davantage plus tard. Cet embarquement collectif pourra conduire à des transformations plus structurelles et générer un effet boule de neige en matière de mobilisation et d'action.

Plus largement, ces réflexions interrogent le rythme de l'élaboration et de la mise en œuvre des décisions publiques. D'un côté il faut aller vite car il y a urgence, de l'autre il faut prendre le temps de construire des propositions robustes, argumentées, partagées et donc plus facilement acceptées. Mais l'action publique est souvent trop lente. En France, il faut deux ans pour animer un débat sur la transition énergétique et deux années supplémentaires pour transformer les recommandations du débat en texte de loi. Nous devons apprendre à aller plus vite sur l'élaboration des textes réglementaires et sur leur traduction en actions concrètes.

ABOLIR LES DISCONTINUITÉS DU TEMPS POLITIQUE

Nous avons aussi et surtout besoin de continuité en termes de politiques publiques. Les gouvernements qui se sont succédés ces dernières années ont chacun proposé un nouveau mécanisme en faveur de la rénovation énergétique : les Espaces info-énergie (EIE), les Plaines-formes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE), le Service d'accompagnement de la rénovation énergétique (SARE) puis le Service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH). Malgré tout, le rythme de rénovation du bâti résidentiel reste beaucoup trop lent.

Les cycles électoraux perturbent aussi la continuité de l'action. Il ne se passe plus grand-chose 3 à 6 mois avant une élection, puis pas grand-chose les 3 à 6 mois suivants – voire 12 à 18 mois en cas d'alternance. De plus, les élus sont souvent plus préoccupés par leur réélection que par les transformations qu'ils pourraient impulser. Or, les enjeux de temps long impliquent des décisions peu populaires dans le court terme, donc difficiles à prendre. Il faudrait reconsidérer l'intérêt d'un mandat unique dont la motivation principale serait la mise en œuvre de politiques structurantes.

METTRE LES DÉCISIONS EN PERSPECTIVE

Nous devrions travailler avec les porteurs de politiques publiques à une meilleure intégration du temps long dans la formulation des projets, tout en vérifiant leur pertinence à moyen et long terme. Face à l'évidence du changement climatique, il est nécessaire de questionner systématiquement la cohérence des options proposées au regard des perturbations à venir. Il serait bon par exemple, au moment où l'on nous dit que le nucléaire est la solution face au changement climatique, d'analyser avec attention la baisse significative de la disponibilité du parc électronucléaire français en raison, entre autres choses, de la diminution du débit des cours d'eau censés refroidir ces réacteurs.

Nous entrons dans l'ère de l'Anthropocène, où l'activité humaine devient la première force géologique, imposant une trajectoire climatique et écologique marquée d'irréversibilité, de discontinuité et d'effets cumulatifs qui bouleversent le paradigme à la base de l'action publique et privée. Il nous faut amener les décideurs à renoncer aux futurs obsolètes pour entrer plus sereinement dans cette nouvelle ère.

EVALUER LES BÉNÉFICES DE LONG TERME

Les politiques publiques ont tendance à privilégier les gains de court terme car elles n'analysent pas les effets économiques de moyen et de long terme de la transition. Dans le cadre de la démarche de Territoire à énergie positive mise en œuvre par le Grand Anancy, le Grand Chambéry et le Parc naturel régional des Bauges, nous avons dit aux élus qu'il était possible de réaliser 30 % d'économies d'énergie, soit 260 millions d'euros, et de couvrir 50 % des besoins énergétiques par des ressources renouvelables et locales à l'horizon 2030, ce qui permettra de garder 500 millions d'euros sur le territoire. Cette visualisation permet d'apprécier la transition non plus comme un coût, mais comme un investissement.

De même, il faut avoir en tête que le surcoût de la construction d'un bâtiment à énergie positive sera largement amorti dans le temps long de l'usage de ce bâtiment. Il faudrait également comptabiliser les coûts évités grâce au vélo et ses effets sur la santé, à l'agriculture biologique et ses bénéfices environnementaux, etc. Ces approches sont encore loin d'être intégrées dans la programmation des politiques publiques. Il nous faut aujourd'hui apprendre à concilier l'espace temps avec l'espace géographique dans la construction des décisions publiques.

ACCOMPAGNER, TOUJOURS, PLUS ET MIEUX

Ces éléments montrent à quel point la prise en compte du temps est primordiale dans le processus d'élaboration des politiques publiques et de la transition écologique et sociale. Mais cela n'est pas sans danger. Face à l'imminence des catastrophes, certains se demandent si nous pouvons encore prendre le temps d'amener les citoyens et les acteurs publics et privés à intégrer progressivement les adaptations nécessaires, et sont tentés de passer par l'autorité en imposant telle ou telle restriction. Nous devons être particulièrement vigilants face au risque totalitaire d'une planification écologique imposée.

Selon nous, à l'inverse, le changement n'est possible que s'il est perçu par les individus comme bénéfique, nécessaire, voire inévitable. Nous appelons donc les acteurs publics à renforcer leurs efforts d'accompagnement, à mettre en œuvre des innovations permettant de répondre aux besoins réels et visibles des habitants aujourd'hui et demain, et à considérer les temps de préparation de ces stratégies territoriales comme de vrais investissements, coûteux en temps certes mais indispensables pour mener des démarches inscrites dans le long terme.

DU TEMPS COURT AU TEMPS TRÈS LONG : RÉCONCILIER LES RYTHMES DE L'ACTION

Il est intéressant, dans cette approche, de parler du récit. Conduire la transition énergétique, ce n'est pas simplement mettre bout à bout des programmes, c'est aussi raconter. Ce processus a ses propres rythmes et ses propres temps. Il y a le temps court des preuves que l'on peut avancer, par exemple en diminuant la consommation énergétique grâce à un travail sur l'éclairage public. Il y a le temps moyen de l'organisation qui rend les progrès irréversibles, par exemple en créant des lignes de transport en commun. Il y a le temps long sur lequel mesurer des basculements de fond tels que la réduction des émissions de GES. Il y a enfin le temps très long de la mémoire, qui permet de comprendre d'où l'on vient pour mieux savoir où l'on peut aller, car sans mémoire, il n'y a pas de construction prospective.

Face au tic-tac de l'horloge climatique et au chronomètre de la transition écologique et sociale, nous n'avons plus le temps. Pourtant, nous devons apprendre à laisser du temps au temps. Je conclurai en citant La Fontaine : « Rien ne sert de courir, il faut partir à point. » Ou plutôt : il aurait fallu partir à point !



TABLE RONDE

UNE RÉGULATION LOCALE DES TEMPS FACE AUX DÉFIS ÉCOLOGIQUES

**GWENAËL
CRAHÈS**

MAIRE DE LA GRIGNONNAIS (44)

**MARINA
LAFAY**

CONSEILLÈRE MUNICIPALE
DÉLÉGUÉE À LA MISSION
DES TEMPS ET CONSEILLÈRE
EUROMÉTROPOLITAINE
– EUROMÉTROPOLE DE
STRASBOURG

**ANNE
LE FLOCH**

VICE-PRÉSIDENTE PROXIMITÉ,
ACCESSIBILITÉ, POLITIQUE DES
TEMPS ET INNOVATION SOCIALE
– RENNES MÉTROPOLE

**AUDREY
LINKENHELD**

VICE-PRÉSIDENTE EN CHARGE
DU CLIMAT, DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE, DE L'ÉNERGIE ET
DE LA POLITIQUE TEMPORELLE
– MÉTROPOLE EUROPÉENNE
DE LILLE

**BALI MARTÍ
PLADEMUNT**

DÉPARTEMENT DE
L'INTÉGRATION DU GENRE –
VILLE DE BARCELONE

L'urgence climatique requiert une action des pouvoirs publics à tous les niveaux. Sans attendre les États, dont les discours tardent à se traduire en actes concrets, de nombreuses collectivités en France, en Europe et dans le monde déploient des programmes liant impératif de transition énergétique et enjeux temporels. 5 exemples ont été présentés lors de cette dernière table ronde.

LILLE RAFRAÎCHIR L'ÉTÉ

La Métropole européenne de Lille (MEL) considère que la politique des temps peut contribuer à diminuer l'impact de l'activité humaine sur le climat. Elle a validé 3 grandes orientations en ce sens :

- Mieux répartir l'activité en heures de pointe pour atténuer l'impact de la mobilité.
- Optimiser les horaires des services publics pour faciliter les usages.
- Optimiser les espaces en essayant de diversifier leurs usages.

CONTEXTE

UNE ACTION POLITIQUE FONDÉE SUR UN PLAN CLIMAT-AIR-ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET)

Dans le cadre de son PCAET 2021-2026 adopté en février 2021, la MEL a accordé une attention forte aux politiques temporelles, considérant que ces dernières faisaient partie des solutions face au changement climatique.

ACTION

CRÉATION D'UN MOBILIER URBAIN TEMPORAIRE ADAPTÉ À LA CHALEUR ESTIVALE

L'été, la métropole lilloise fait face à des vagues de chaleur de plus en plus intenses. Dans le même temps, de nombreux habitants ne partent pas en vacances. Leur permettre de mieux vivre ce temps estival est une nécessité qui croise l'impératif de rafraîchir la ville. Une concertation menée avec les habitants à l'été 2019 a abouti à une expérimentation basée sur « du mobilier urbain temporaire pour répondre aux effets d'îlots de chaleur urbains parfois

très forts à certains endroits », expose Audrey Linkenheld. Cette solution a été imaginée comme « complémentaire des solutions "vertes" comme les arbres, les pelouses ou les façades et toitures végétalisées », celles-ci n'étant pas toujours possible à mettre en œuvre techniquement, ou trop longues à réaliser.

RÉSULTATS ET SUITES DE L'ACTION

La création de ce mobilier d'un nouveau genre s'est inscrite dans le cadre de la Capitale mondiale du design 2020. Testé à l'été 2021 dans différents espaces urbains et périurbains de la métropole, cet aménagement n'est pas apparu comme le plus adapté dans sa forme, mais a été largement salué sur le principe. « Cette idée fait sens et nous allons continuer à la creuser. » En parallèle, la MEL travaille sur une meilleure synchronisation de l'ouverture des piscines en période estivale. « Nos piscines ne sont pas très nombreuses et ferment parfois au même moment en été. Nous voulons essayer de mieux gérer ces horaires pour améliorer le service offert aux métropolitains. »

STRASBOURG AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR

Devançant une obligation qui concernera les collectivités de plus de 500 000 habitants en 2024, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité prendre à bras le corps la question de la mauvaise qualité de l'air et des émissions de gaz à effet de serre. Moins polluer implique notamment de réduire les déplacements, et donc de prendre en compte les enjeux temporels.

CONTEXTE

UNE MOBILISATION GÉNÉRALE POUR LE CLIMAT

Le 4 juillet 2020, la nouvelle équipe municipale strasbourgeoise déclarait l'état d'urgence climatique. Dans la foulée, elle créait une Agence du Climat et lançait une Déclaration d'état d'urgence climatique qui « a donné le cap à l'ensemble de l'écosystème ».

ACTION

CRÉATION D'UNE ZONE À FAIBLES ÉMISSIONS

En novembre 2021, l'Eurométropole de Strasbourg a officiellement adopté sa Zone à Faibles Emissions (ZFE), conçue comme la plus ambitieuse en France. Celle-ci a été élaborée dans le cadre d'un vaste de concertation qui a associé les élus locaux lors de 8 conférences des maires, les citoyens à travers une conférence citoyenne de 6 semaines sur le thème « Santé, climat : quelles mobilités pour améliorer la qualité de l'air sur notre territoire? », ainsi que les entreprises du territoire. Pour l'Eurométropole, la dimension temporelle est inhérente au projet

même de ZFE, dans la mesure où « il n'était plus temps d'attendre », affirme Marina Lafay. « L'élément fort de la ZFE concerne le retrait progressif des véhicules les plus polluants. En janvier 2022, nous commencerons à interdire les Crit'Air 5. » Viendra ensuite le tour des Crit'Air 4 en janvier 2025, des Crit'Air 3 en janvier 2027 – jusqu'aux Crit'Air 2 en janvier 2028, ce que ne demande pas la loi Climat et Résilience.

RÉSULTATS ET SUITES DE L'ACTION

Les mesures adoptées prévoient un accompagnement pédagogique et financier pour aider les habitants et les entreprises du territoire à faire évoluer leur mobilité. Au-delà de la voiture, l'Eurométropole s'engage sur un « big bang des mobilités » qui consistera notamment en l'extension du réseau de tram, un plan vélo ambitieux ou encore la gratuité des transports en commun pour les moins de 18 ans. L'impact de ces mesures sur l'évolution du parc de véhicules et des pratiques de mobilité, sur la qualité de l'air et sur la santé « sera suivi et évalué annuellement pour voir si l'on est à la hauteur des objectifs ».

BARCELONE UNE PLUS GRANDE ÉGALITÉ HOMMES- FEMMES POUR DAVANTAGE DE DURABILITÉ

La Ville de Barcelone a engagé une politique visant à combiner la problématique de l'égalité hommes-femmes, la question des temps et les enjeux de durabilité. Pour cela, elle s'est récemment dotée d'une direction Genre et Politiques temporelles. Parmi les projets en cours, la municipalité cherche à désenclaver un quartier niché au cœur d'une zone industrielle, dont la conception même rend les déplacements difficiles, en particulier pour les femmes.

CONTEXTE

UN ENGAGEMENT POLITIQUE GLOBAL

Le plan climat 2018-2030 adopté par Barcelone prévoit une réduction de 45 % des émissions de GES d'ici à 2030, en prenant acte du « leadership des femmes sur les questions du changement climatique ».

ACTION

MIEUX PRENDRE EN COMPTE LES BESOINS DES FEMMES EN MATIÈRE DE DÉPLACEMENTS

Barcelone dispose d'une zone industrielle entourant un quartier d'habitation très enclavé. De nombreux habitants de ce quartier travaillent dans les entreprises de cette zone, dont les effectifs sont composés à 70 % d'hommes, généralement affectés à la production. Pour circuler dans le quartier ou se rendre dans la zone industrielle, les habitants sont tributaires des transports en commun, souvent organisés en fonction de l'activité de production. Les femmes, qui occupent souvent des emplois en horaires décalés (ménage, services à la personne, garde d'enfants...), ne bénéficient pas toujours de transports

adaptés à leurs besoins. Les difficultés de déplacement affectent aussi le quotidien. « Pour se rendre à la maison de la santé, il faut traverser deux zones industrielles. » La municipalité de Barcelone a élaboré un projet visant « un redéploiement de la voirie pour faciliter les trajets, notamment vers les maisons de santé et les centres de formation, une intervention pour régler le stationnement chaotique qui rend la vie difficile aux piétons, notamment ceux qui ont des poussettes ou accompagnent d'autres personnes, ce qui est le plus souvent le cas des femmes, et l'adaptation des horaires de bus et de métro aux horaires de travail ».

RÉSULTATS ET SUITES DE L'ACTION

La municipalité voudrait « encourager l'embauche des femmes de ces quartiers enclavés pour réduire les inégalités hommes-femmes ». Elle souhaite aussi les inciter à « se déplacer en groupe pour aller sur le lieu de travail, et signaler des points noirs au plan de l'urbanisme ». Enfin, elle envisage la création d'un réseau fondé sur « l'idée que la maîtrise des questions de temps et des questions d'inégalités de genre participe de façon positive aux questions de durabilité ».

LA GRIGONNAIS UN MARCHÉ POUR FAVORISER LA PROXIMITÉ

Situé à la croisée des chemins entre Nantes, Rennes, Saint-Nazaire et Châteaubriant, le village de La Grignonnais (1 700 habitants) est confronté à une perte de vitalité économique et sociale. L'emploi, comme l'approvisionnement alimentaire et la santé, impliquent pour les habitants de nombreux déplacements dans un rayon de 10 km et au-delà. La municipalité a décidé de mener une réflexion pour recréer une offre locale et ainsi remettre de la proximité, redynamiser le cœur de bourg, et au final permettre un apaisement temporel en même temps qu'une moindre pression sur l'environnement.

CONTEXTE

UNE ACTION LOCALE TOURNÉE VERS LA TRANSITION

La Grignonnais s'est saisie de l'enjeu environnemental il y a une douzaine d'années. « Un vœu avait été fait par le maire pour intégrer le développement durable dans les différents projets de la commune. » Souhaitant aller plus loin, la nouvelle municipalité a nommé « une adjointe à la biodiversité et à l'environnement pour prendre part aux enjeux climatiques ».

ACTION

LANCEMENT D'UN MARCHÉ DE PRODUCTEURS HEBDOMADAIRE

Elu maire de La Grignonnais en 2020, Gwenaël Crahès portait le projet d'un marché hebdomadaire dans le village. L'équipe municipale a associé dans la réflexion l'association des maires ruraux, l'association Bruded, qui réunit 240 collectivités de Bretagne et de Loire-Atlantique engagées dans des actions de développement durable et solidaire, et d'autres associations locales impliquées dans la transition

écologique. « En septembre 2020, nous avons lancé une réunion avec les producteurs de la commune pour savoir s'ils souhaitaient co-construire un marché hebdo sur la commune. À part les poissons, nous avons tout en local. » L'idée ayant été bien accueillie par les producteurs, la municipalité a adressé aux habitants un sondage qui a révélé « une réelle attente d'un marché local sur la commune ».

RÉSULTATS ET SUITES DE L'ACTION

Le premier marché des producteurs de « La Grange » a eu lieu le 3 juin 2021. Il se tient chaque jeudi de 16h30 à 19h sur la place de la mairie. « On a très vite vu l'engouement pour ce projet. Il permet des moments d'échanges et a des effets rebond sur l'économie locale », se félicite Gwenaël Crahès. Il a notamment permis au bar communal, situé à proximité immédiate, de connaître un regain d'activité.

RENNES DIMINUER LES DÉPLACEMENTS ET MODIFIER LES RYTHMES DE VIE

Pionnière en matière de politique temporelle, Rennes Métropole a engagé une action visant à lisser les heures de pointe pour améliorer le quotidien des personnes et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cette évolution implique des changements profonds dans les rythmes de vie.

CONTEXTE

UN PLAN CLIMAT-AIR-ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET) QUI ENGAGE LE TERRITOIRE

Rennes Métropole a adopté en avril 2019 son PCAET 2019-2024. Articulant différentes ambitions (amélioration de la qualité de l'air, rénovation thermique des logements, diminution du trafic routier, déploiement de nouveaux modes de production et de consommation...), il ambitionne une division par deux (par rapport aux chiffres de 2010) des émissions de GES à l'horizon 2030.

ACTION

RÉDUIRE LES DÉPLACEMENTS

Face à l'impératif de décongestionner la rocade et de diminuer la pression sur l'environnement, la Métropole cherche à faire évoluer les rythmes de vie. Or, « 70% des personnes en emploi ont un horaire imposé sur la métropole », rappelle Anne Le Floch. Modifier ces rythmes contraints impose donc « des approches collectives, et à différents niveaux ». À cette fin, la Métropole a

organisé « des rencontres d'entreprises, avec des échanges de bonnes pratiques et des interventions d'experts », qui ont débouché sur des expérimentations telles que le décalage des horaires du matin ou le télétravail en heures de pointe. Cette dernière initiative favorise le télétravail en début de journée dans des lieux situés à proximité des écoles (médiathèques...), afin de décaler à plus tard l'usage de la voiture. La collectivité a également conçu la carte interactive et participative « À la bonne heure » pour aider les automobilistes à identifier et éviter les pics d'affluence, ainsi que le site Internet bureauxarallonge.fr afin de faire connaître aux salariés et aux employeurs l'offre de coworking existante.

RÉSULTATS ET SUITES DE L'ACTION

Ces initiatives sont appelées à prendre de l'ampleur. « L'idée est de poursuivre ce travail en lien avec les entreprises. On veut augmenter le nombre d'entreprises et de salariés intéressés, pour modifier en profondeur les comportements et les rythmes de vie. »

« PASSER D'UNE DÉMOCRATIE DU TEMPS À UNE DÉMOCRATIE DU VIVANT »

BRUNO VILLALBA

PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS
DE SCIENCE POLITIQUE –
AGROPARISTECH

Concilier ralentissement et accélération peut paraître contradictoire. Le principal ressort de cette conciliation, qui a constamment animé les débats, est la question de la relation d'égalité entre les individus qui valorise les conditions dignes de vie. Edmond Hervé nous a rappelé que ce n'était ni simple, ni nouveau, ce qui montre bien que nous sommes toujours dans cette recherche d'équilibre social. Dans cette optique, la vision du temps de l'égalité est toujours perçue comme une situation que nous pourrions continuellement négocier. Notre inventivité alimente cette idée d'une progressivité continue. Malheureusement, la conciliation entre ralentir et accélérer devient plus compliquée lorsqu'on la contextualise au regard de la situation écologique, dont Bruno Rebelle a rappelé qu'elle était extrêmement préoccupante. Nous nous trouvons donc face à un temps qui se réduit brutalement, alors que les solutions sont sur des temporalités plus longues.

Or, la vision du temps dont nous héritons est imprégnée d'un imaginaire marqué par la recherche d'une égalité matérielle découplée de ses conséquences environnementales : plus de mobilités ou plus de consommation, c'est plus d'impact sur l'environnement. Deux chercheurs en sciences politiques, Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, ont affirmé en 2007 : « Nous sommes passés du monde de la nature à celui de l'histoire », c'est-à-dire d'un monde où l'on était assujéti aux forces de la nature à un monde où l'on a construit historiquement ce rapport à la nature, en nous séparant de celle-ci.

Avec la démocratie, nous avons construit un régime politique qui tend vers la construction matérielle de cette égalité, avec une extension des droits, et le droit d'avoir des droits : le vote, le travail, l'éducation, la santé, la mobilité, etc. Et nous n'avons cessé de construire une extension de l'individu sur cette accumulation de strates de droits : droits politiques, droits civiques, droits économiques, droit au travail, droit à la reconnaissance de ses préférences sexuelles, etc. Personne ne peut contester qu'il s'agit d'acquis majeurs. Finalement, la démocratie garantit la capacité d'avoir des choix permanents : chacun de nous peut choisir d'être ce qu'il veut, de sortir de la tradition, de choisir tel lieu de vacances, tel travail, tel type d'éducation, etc. En démocratie, la question n'est pas de savoir si l'on va accéder au bonheur, mais à quelle quantité de bonheur on va accéder.

Notre manière de construire l'égalité matérielle se situe dans cette fiction de l'accessibilité. Jusqu'à récemment, nous étions dans une vision continue du temps – un temps exclusivement anthropocentré, qui concernait les seuls humains, et surtout un temps androcentré où les hommes définissaient le temps utile et le temps nécessaire. Désormais, nous sommes dans une période de basculement écologique où, de plus, nous ne pouvons pas dissocier le réchauffement climatique de l'effondrement de la biodiversité : ces deux phénomènes convergent et se cumulent. Nous devons par ailleurs confronter ce temps à l'amplification des risques techniques et technologiques, que nous avons peu évoqués mais qui sont extrêmement importants dans la planification de l'aménagement des territoires – d'autant plus si l'on est sur le fantasme d'une relance du plan électronucléaire.

Nous avons également travaillé sur les façons de rendre visibles certaines dimensions de cette interaction entre temps sociaux et temps écologiques. Il a notamment été beaucoup question de nos modes de vie (la vitesse, le travail, la consommation...) et de leurs relations avec le vivant. A ce titre, nous avons vu que l'on raisonnait davantage aujourd'hui sur les effets rebond des innovations techniques. Gerrit von Jork ou Olivier Ridoux ont insisté sur l'attention à porter aux effets de ce que l'on construit : nos actes ont des conséquences et cela engage la responsabilité de toutes et tous. Le changement climatique est le résultat de l'action de tous les terriens, même si les responsabilités sont inégalement réparties entre riches et pauvres.

Pourtant les habitudes ont la vie dure. Nous avons vu avec Elvire Bornand, Magali Tréholan et Ruiz Garcia comment la question fondamentale des inégalités revient constamment dans le discours pour comprendre et expliquer l'accélération ou le ralentissement. Il ne s'agit pas de le nier, c'est évidemment central. Cela concerne notamment la question de la redistribution (de la richesse, du temps de loisir, de l'égalité des tâches entre femmes et hommes). Mais on voit bien comment la question des conditions de vie effectives continue à articuler le débat sur le temps.

CES RÉFLEXIONS INTERROGENT FINALEMENT TROIS NIVEAUX.

Au niveau théorique tout d'abord,

Nicolas Fieulaine comme Bruno Rebelle ont rappelé que l'avenir est incertain, mais qu'il faut le construire, l'imaginer. Participer à ce travail permet de renforcer la capacité d'intervention de chacun, mais il faut se projeter de manière assez réaliste et éviter les délires techniques, politiques, etc. Nous avons beaucoup interrogé ce degré d'ajustement des scénarios à construire face à la situation écologique, entre une vision désirable et une vision non-négociable, entre une position démocratique et une position plus autoritaire, entre une approche positive et une approche plus réaliste, voire punitive.

Il a beaucoup été question de reprendre le contrôle par un imaginaire convivial. On peut reprendre possession de sa ville, à l'image du modèle des Cittaslow évoqué par Emmanuel Munch, ou du marché lancé par Gwenaël Crahès pour recréer des relations de voisinage. La question de la maîtrise des déplacements est également centrale, comme l'a expliqué Christophe Gay. Il a enfin été question, avec Edmond Hervé, de valoriser l'autogestion. Ces différentes aspirations sont inégalement partagées et difficiles à négocier socialement et professionnellement, comme l'ont rappelé Solange Martin et Mathieu Durand-Daubin. Il n'est pas évident d'inventer un monde commun, un monde convivial.

Le deuxième niveau est celui du politique.

Le temps est une dimension avant tout politique, c'est même un enjeu démocratique central qui a été un fil rouge dans nos débats. Il nous faut en effet passer du « ce n'est pas mon monde » relevé par Nicolas Fieulaine, à ce monde commun dont les contraintes écologiques font partie, qu'on le veuille ou non. Cela interroge plusieurs dimensions de notre démocratie. D'abord, il s'agit de concilier la justice sociale avec les limites planétaires. L'enjeu est ensuite d'élaborer une contrainte commune, comme l'a exposé Emmanuel Munch. La démocratie n'est pas le régime du laisser-faire, mais celui de la contrainte élaborée et respectée collectivement. Il faut également se poser la question des outils juridiques, économiques et techniques avec lesquels nous allons pouvoir transitionner. La notion de norme est souvent revenue. Magali Tréholan et Olivier Ridoux nous ont rappelé que la norme injonctive est tout aussi importante que la norme légale qui s'impose à nous tous – la loi. Il faut réussir à connecter les deux.

Il faut planifier démocratiquement cette réforme de notre temps social et écologique. Cela suppose un rythme et un objectif final. Les responsables politiques peuvent nous aider à dépasser ces dissonances cognitives et ces discordances des temps pointées par Bruno Rebelle. La construction de politiques publiques peut contribuer à assurer une continuité des méthodes face à la rupture permanente, au souci de l'élu de marquer sa place, etc.

La dimension territoriale a été abordée dans la dernière table ronde. J'ai noté quatre éléments principaux dans cette régulation locale. En premier lieu, la transversalité : de plus en plus, les politiques (mobilité de la santé, mobilité du genre...) sont liées entre elles. En second lieu, l'implication des services publics : l'administration publique a un rôle central à jouer en matière d'accompagnement des changements, d'incitations financières, d'aménagements techniques, de politiques éducatives et de sensibilisation. En troisième lieu, la mobilisation des publics cibles : cette dimension a été très présente, mais il faut prendre garde au risque de dissocier la citoyenneté de telle ou telle appartenance (les femmes, les enfants, les riverains, les entreprises), et à celui de renvoyer la responsabilité de la transformation à l'individu au détriment de l'implication des forces collectives. En dernier lieu, il faut oser aborder les questions problématiques. Le rationnement a été évoqué par Christophe Gay avec l'idée du crédit carboné, qui est une réponse possible si elle est démocratiquement négociée et planifiée et si elle fait sens dans les relations sociales.

Le troisième niveau concerne l'individu.

Ce niveau interroge nos pratiques quotidiennes (travail, numérique, déplacement, alimentation, consommation...) et leurs conséquences. Personne ne peut dire qu'il est vertueux en matière écologique. Nous devons valoriser un mode de vie soutenable, ce qu'ont rappelé François-Xavier Devetter et Gerrit von Jork à travers des perspectives alliant sobriété, partage et justice sociale. L'essentiel est de s'émanciper de la tyrannie des désirs (publicité, image sociale) et de se recentrer sur les activités qui font sens pour chacun. Tout le monde n'associe pas une vision positive aux mêmes activités : le retour à la couture prisé par certaines femmes peut être perçu par d'autres comme une régression.

Nous devons aussi réinterroger la finalité de nos activités contraintes pour retrouver un peu plus de sens. Il s'agit par exemple de travailler moins pour polluer moins, comme l'a suggéré Jean-Yves Boulou, de travailler sur l'extension de services de compensation du temps libre, ce qu'a soulevé François-Xavier Devetter, de rematérialiser les usages, comme nous y a invité Olivier Ridoux, ou de favoriser les déplacements qui font sens socialement (modes de transport décarbonés ou collectifs, limitation des déplacements impulsifs). Mais il faut dans le même temps tenir compte des effets rebond écologiques (télétravail, recours à la voiture électrique qui nécessite plus de nucléaire...).

Ces pistes sont intéressantes et nécessaires. Mais pour terminer, je veux insister sur le fait que la question n'est pas simplement de savoir ce que l'on veut. Dans la démocratie traditionnelle, « ce que je veux » rime avec « nous avons les moyens, nous avons le temps, nous avons les institutions, alors nous y arriverons ». Mais avec la contrainte écologique, nous devons considérer que le fait de différer constamment les politiques à mettre en œuvre nous expose au risque d'être contraints de gérer dans l'urgence. Et qui dit gérer dans l'urgence, dit gérer dans la contrainte, voire la violence, car on ne pourra plus faire autrement. C'est déjà le cas pour 80 millions de réfugiés climatiques, et l'on estime qu'ils seront 360 à 500 millions à la fin de ce siècle.

De cette démocratie du temps que nous avons connue jusqu'au milieu des années 1990, nous devons passer à une démocratie du vivant, une démocratie écologique qui prenne en compte de façon équitable tous les humains et les non-humains. Chaque élément de nos politiques constitue un élément du maillage qui nous relie à la planète et au vivant. Nous devons inclure davantage cette relation dans le débat démocratique sur nos modes de vie.

IRIS BOUCHONNET

ADJOINTE À LA VILLE DE RENNES
DÉLÉGUÉE À LA JEUNESSE,
À LA VIE ÉTUDIANTE ET
À LA POLITIQUE DES TEMPS

Merci à l'ensemble des intervenants et intervenantes, des participants et participantes, des organisateurs et organisatrices et à tous les autres soutiens, notamment Justine Caurant pour l'animation.

Ces Temporelles nous confortent dans l'idée que les politiques temporelles sont un levier important pour lutter contre les inégalités, mais aussi pour agir face aux défis écologiques. Nous en ressortons avec de nombreuses idées à explorer pour accompagner les changements de comportements face à ces enjeux. Plusieurs leviers ont été évoqués, et nous avons toutes et tous beaucoup appris. Cela ouvre de nombreux possibles sur ce qui peut être fait, et prolonge des idées ou projets déjà en cours. Cela nous a aussi permis de mettre ces questions en perspective, et de garder en tête la nécessité de ne pas rentrer dans les culpabilisations individuelles pour vraiment rester sur des leviers collectifs.

Nous n'avons pas pu développer complètement ces leviers, mais ces réflexions vont se poursuivre dans d'autres cadres, en particulier lors des temps forts proposés par Tempo Territorial. Un rendez-vous est ainsi envisagé sur les questions de mutualisation et de polyvalence des bâtiments, mais je pense aussi aux conférences des Jeudis du Temps que l'on organise à Rennes sur différentes thématiques. N'hésitez pas à vous tenir informés afin de poursuivre ces réflexions ensemble.

Je vous remercie pour votre présence.

KATJA KRÜGER

PRÉSIDENTE DE
TEMPO TERRITORIAL

Je remercie la Ville de Rennes et Rennes Métropole de nous avoir accueillis. Merci à Catherine et Nolwenn pour l'organisation, et à tous les collègues de Tempo Territorial qui ont œuvré pour que ces Temporelles soient une réussite. J'ai eu beaucoup de retours sur la très grande qualité des interventions. Je remercie donc l'ensemble des intervenants, ainsi que Justine Caurant pour cette animation extrêmement agréable et en profondeur, et la compagnie de théâtre L'Échappée Belle.

Tout à l'heure je me suis souvenue de cette citation : « L'écologie sans les luttes sociales, c'est du jardinage. » Je pense, comme tous les acteurs qui travaillent sur les politiques temporelles, qu'il ne faut jamais perdre de vue la question des inégalités face au temps. Et ces deux journées nous ont montré que les politiques temporelles peuvent être un levier très puissant pour joindre les luttes sociales à l'écologie.

Les prochaines Temporelles auront lieu en 2022 à Lille. D'autres temps forts seront proposés d'ici là, qui nous permettront de traiter de nombreux sujets. Je vous invite à vous tenir informés via notre site Internet et notre newsletter.

Un grand merci à vous tous d'avoir été là, et pour la grande qualité et la grande richesse des échanges durant sur ces deux journées.



J RALENTIR ?



tempoterritorial.fr



Conception graphique: Émeric Guémas © www.puzzle-rennes.fr

RETOUR AU SOMMAIRE